

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE ET DE LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

DIRECTION DE LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Sous-direction du suivi des programmes et projets d'investissement public



Exécution du Budget d'Investissement Public 2018

Note mensuelle de veille au 31 mars 2018

SOMMAIRE

SOMMAIRE	i
SIGLES ET ABBREVIATIONS	i
INTRODUCTION	3
I- PRESENTATION DU BIP 2018	4
I.1- Présentation du BIP 2018	4
I.2- Modification sur le BIP 2018.....	4
I.2.1-Virements de crédits	4
I.2.2-Délégations Ponctuelles de Crédits	5
II- SYNTHESE DE L'EXECUTION AU 31 MARS 2018	7
III- SYNTHESE DE L'EXECUTION PAR CHAPITRE	10
IV- FICHE SUR L'EXÉCUTION DU BIP DANS CHAQUE CHAPITRE BUDGÉTAIRE	15
01-Présidence de la République	15
02-Services Rattachés à la Présidence de la République	16
03-Assemblée Nationale.....	17
04-Services du Premier Ministre.....	18
05-Conseil Économique et Social.....	19
06-Ministère des Relations Extérieures	20
07-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation.....	21
08-Ministère de la Justice	22
09-Cour Suprême.....	23
10-Ministère des Marchés Publics.....	24
11-Contrôle Supérieur de l'Etat	25
12-Délégation Générale à la Sureté Nationale	26
13-Ministère de la Défense.....	27
14-Ministère des Arts et de la Culture.....	28
15-Ministère de l'Éducation de Base	29
16- Ministère des Sports et de l'Éducation Physique	30
17-Ministère de la Communication	31
18-Ministère de l'Enseignement Supérieur	32
19-Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	33
20-Ministère des Finances.....	34
21-Ministère du Commerce.....	35
22-Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.....	36
23-Ministère du Tourisme et des Loisirs.....	37
25-Ministère des Enseignements Secondaires	38
26-Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique.....	39
28-Ministère de l'Environnement de la Nature et du Développement Durable.....	40
29-Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique.....	41
30-Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural.....	42
31-Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales.....	43
32-Ministère de l'Eau et de l'Energie.....	44
33-Ministère des Forêts et de la Faune	45
35- Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.....	46

36-Ministère des Travaux Publics	47
37-Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières.....	48
38-Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain	49
39-Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat.....	50
40-Ministère de la Santé Publique.....	51
41-Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale.....	52
42- Ministère des Affaires Sociales.....	53
43-Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille	54
45-Ministère des Postes et Télécommunications	55
46-Ministère des Transports.....	56
50-Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative.....	57
51-Elections Cameroon.....	58
52-Commission Nationale des Droits de L'Homme et des Libertés	59
54-Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme.....	60

SIGLES ET ABBREVIATIONS

SIGLES	SIGNIFICATION
AE	Autorisation d'Engagement
AFD	Agence Française de Développement
AMI	Appel à Manifestation d'intérêt
ARMP	Agence de Régulation des Marchés Publics
BAD	Banque Africaine de Développement
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BIP	Budget d'Investissement Public
BLD	Bulletin de Liquidation Douanière
BM	Banque Mondiale
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CAMTEL	Cameroon Telecommunication
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CFC	Crédit Foncier du Cameroun
CMPM	Commission Ministérielle de Passation des Marchés
CONAC	Commission Nationale Anti Corruption
CONSUPE	Contrôle Supérieur de l'Etat
CP	Crédits de Paiement
CPM	Commission de Passation des Marchés
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DA	Délégation Automatique
DD	Délégué Départemental
DG	Directeur Général
DGB	Direction Générale du Budget
DGCM	Direction Générale de Contrôle des Marchés
DGD	Dotation Générale de la Décentralisation
DGEPIP	Direction Générale de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics
DGMAS	Direction Générale des Marchés des Approvisionnements et des Services
DGMI	Direction Générale des Marchés des Infrastructures
DGTCFM	Direction Générale du Trésor et de la Coopération Financière et Monétaire
DP	Délégation Ponctuelle
DPIP	Direction de la Programmation des Investissements Publics
DR	Délégué Régional
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
EP	Etablissement Public / Entreprise Publique
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale
FCP	Fonds de Contrepartie
FCPDR	Fonds de Contrepartie en Dépenses Réelles
FCPTD	Fonds de Contrepartie en Taxes et Droits et de Douanes
FEICOM	Fonds spécial d'Equipeement et d'Intervention InterCommunale
FINEX	Financement Extérieur
GIC	Groupe d'Initiative Commune
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
HT	Hors Taxes
Km	Kilomètre
KPDC	Kribi Power Development Corporation

SIGLES	SIGNIFICATION
MAETUR	Mission d'Aménagement et d'Équipement des Terrains Urbains et Ruraux
mds	milliards
MINEPAT	Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINFI	Ministère des Finances
MINMAP	Ministère des Marchés Publics
MO	Maitre d'Ouvrage
MOD	Maitre d'Ouvrage Délégué
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAEPYS	Projet d'Alimentation en Eau Potable de la ville de Yaoundé et Ses environs
PLANUT	Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance
PNDP	Programme National de Développement Participatif
PROBMIS	Program Budget Management Integrated System
PTSJ	Plan Triennal Spécial Jeunes
RAP	Rapport Annuel de Performance
RI	Ressources Internes
RIB	Relevé d'Identité Bancaire
RIO	Ressources Internes Ordinaires
RIO*	Ressources Internes Ordinaires hors FCP
RIO**	Ressources Internes Ordinaires hors FCP et RT
RIS	Ressources Internes Spéciales
RN	Route Nationale
RT	Ressources Transférées
SFI	Société Financière Internationale
SIC	Société Immobilière du Cameroun
SPM	Services du Premier Ministre
TCC	Titre de Confirmation de Créance
TTC	Toutes Taxes Confondues
TVA	Taxes sur la Valeur Ajoutée
UGP	Unité de Gestion du Projet

INTRODUCTION

Le Budget d'Investissement Public (BIP) au titre de l'exercice 2018 s'inscrit dans la poursuite et l'amplification de la politique de développement économique, social et culturel de la Nation, sous-tendue par le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). Il s'articule autour de mesures propres à consolider une croissance économique inclusive et créatrice d'emplois décents, en vue d'améliorer le niveau de vie et le bien-être des populations. Un accent particulier est mis sur :

- le parachèvement du Plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance (PLANUT) 2016-2018 ;
- l'intensification des préparatifs de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de 2019 ;
- l'opérationnalisation du «Plan Triennal Spécial Jeunes 2017-2019 »;
- l'encadrement soutenu des populations des régions affectées par l'insécurité transfrontalière.

L'exécution du Budget d'Investissement Public s'effectue depuis deux ans dans le cadre d'une stratégie qui a reçu la Haute Approbation du Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Cette stratégie a pour objectif de « contribuer à régler le problème de la sous-consommation des crédits, tout en veillant sur la qualité de la dépense publique ». Dans le cadre de cette stratégie, un ensemble de réformes a été arrêté pour impulser l'optimisation de l'exécution du Budget d'Investissement Public. Il s'agit notamment :

- d'un renforcement du processus de préparation du BIP avec un accent sur la maturation des projets, complété par la mise en place dans les 10 Régions d'un dispositif d'accompagnement des acteurs locaux dans le processus de maturation des projets ;
- des anticipations qui permettent le démarrage de l'exécution du budget de l'Etat dès le lancement de l'exécution du Budget de l'Etat, à la suite de la tenue des conférences de programmation des marchés publics ;
- d'un accompagnement permanent de toutes les parties prenantes à l'exécution du BIP dans l'identification et la levée des contraintes qui pourraient constituer des entraves à la bonne exécution escomptée des projets ;
- du renforcement du rôle des Autorités Administratives (Gouverneurs de Régions et Préfets) qui président mensuellement des rencontres avec tous les acteurs, à l'effet de lever les entraves à la bonne exécution des projets.

Ces réformes complètent le mécanisme de suivi de l'exécution physico-financière de l'investissement public mis en place par Décret N°20/2013/7987/PM du 13 septembre 2013 portant création, organisation et fonctionnement des Comités de Suivi de l'Exécution Physico-financière de l'Investissement Public.

La mise en œuvre de ces réformes et la forte synergie entre les ministères en charge de l'économie, des marchés publics et des finances, permettent d'observer des progrès réalisés dans l'exécution quantitative et qualitative du Budget d'Investissement Public.

Toutefois, des efforts restent encore à faire, notamment en ce qui concerne la qualité des travaux et le renforcement de l'impact des réalisations des projets sur les conditions de vie des populations.

Pour favoriser une meilleure exécution du BIP, le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire a signé le 23 janvier 2018 la Circulaire N°00001/MINEPAT instituant les cadres de concertation mensuelle pour la bonne exécution des projets d'investissement public dans toutes les administrations. Les rapports des sessions de ces cadres de concertation mensuelle sont exploités pour la production de la « note mensuelle de veille sur l'exécution du BIP ».

L'objectif de cette circulaire est de contribuer à l'amélioration de l'exécution de l'ensemble des projets du Budget d'Investissement Public de chaque administration.

I- PRESENTATION DU BIP 2018

I.1- Présentation du BIP 2018

Au regard de la loi de Finances au titre de l'exercice 2018, le Budget de l'Etat se chiffre à FCFA 4 625,8 milliards en Autorisation d'Engagement (AE) et FCFA 4 513,5 milliards en Crédits de Paiement (CP).

Tableau I : Evolution du Budget de l'Etat de 2010 à 2018 (en milliards de FCFA)

Exercice Budgetaire	2010	2011	2012	2013		2014		2015		2016		2017		2018	
				AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Budget Global	2 444,1	2 575,8	2 799,3	3 236,0	3 236,0	3 452,3	3 312,0	3 829,1	3 746,6	4 872,9	4 234,7	4 659,7	4 373,8	4 625,8	4 513,5
BIP	598,8	680,0	792,2	1 450,3	957,0	1 140,3	1 000,0	1 232,5	1 150,0	2 151,7	1 525,8	1 873,5	1 586,9	1 403,8	1 291,5
Part du BIP dans le Budget Global (%)	24,5	26,4	28,3	44,8	29,6	33,0	30,2	32,2	30,7	44,2	36,0	40,2	36,3	30,4	28,6

Source : Lois de finances (2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018)

La dotation globale consacrée à l'investissement public en 2018 est de FCFA 1 403,8 milliards en Autorisations d'Engagement et FCFA 1 291,5 milliards en Crédits de Paiement.

Le BIP représente 28,6% du budget de l'Etat au titre de l'exercice 2018 en CP, contre 36,3% en 2017, soit une baisse de 7,7 points.

I.2- Modification sur le BIP 2018

I.2.1-Virements de crédits

Les virements de crédits autorisés par l'article 53 de la Loi portant Régime Financier de l'Etat visent à introduire plus de flexibilité dans la gestion budgétaire. Ces virements de crédits peuvent se faire suivant les dispositions présentées dans le tableau ci-dessous.

Operation souhaitée	Volume	Compétence	Accord Préalable Nécessaire
Virement de Chapitre à chapitre		Premier Ministre, Chef du Gouvernement	
Virement à l'intérieur d'un même chapitre, d'une section à une autre ou d'un programme à un autre		Ministre des Finances	Sur proposition du Ministre concerné, après accord préalable du MINEPAT sur les crédits d'investissement
Virement à l'intérieur d'un programme	Dans la limite de 15% de la dotation initiale du programme en fonctionnement et en investissement	Ministre concerné, après visa du Contrôleur Financier	Selon les nécessités de service et sans accord préalable

Le tableau ci-dessous permet de relever que des virements de crédits d'un volume global de FCFA 202,8 millions ont été opérés du fonctionnement vers l'investissement, au terme du premier trimestre de l'exercice 2018. Ces mouvements de crédits ont entraîné une augmentation de la dotation globale des dépenses en capital qui s'établit au 31 mars 2018 à FCFA 1 291,728 milliards contre FCFA 1 291,508 dans la loi de finances.

Tableau 2 : Budget d'Investissement Public au 31 mars (en milliers de FCFA)

	DOT. INITIALE		DOT. COURANTE	
	AE	CP	AE	CP
Dépenses en capital des organismes	1 136 955 590	1 024 289 395	1 136 955 590	1 024 289 395
dont Ressources extérieures	596 000 000	596 000 000	596 000 000	596 000 000
Participations	27 000 000	27 000 000	27 000 000	27 000 000
Réhabilitation/Restructuration	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
Interventions en investissement	230 219 000	230 219 000	230 439 283	230 439 283
TOTAL DES DEPENSES EN CAPITAL	1 404 174 590	1 291 508 395	1 404 394 873	1 291 728 678

Source : MINEPAT/SG/DGEPI/DPIP/SDSP

Au 31 mars 2018, l'on enregistre des virements de crédits à l'intérieur des chapitres budgétaires « 36 MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS » et « 39 MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT ».

Concernant le Chapitre 36, les virements d'une dotation globale de FCFA 185 millions ont été effectuées au profit du programme « 467 CONSTRUCTION DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES », en faveur du Projet BITUMAGE DES ROUTES À TRAFIC MODÉRÉ. Les tâches d'investissement concernées sont :

- réhabilitation de la route communale Evindissi II – Okode (FCFA 95 millions) ;
- travaux de réhabilitation des tronçons de routes Péage de Santa-Pinyin-Ashong et Pinyin-Bali (FCFA 90 millions).

S'agissant du chapitre 39, un virement de crédits d'une dotation de FCFA 40 millions a été effectué au profit du programme « 513 PROMOTION DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT » pour l'accompagnement des PME à la sous-traitance dans les grands travaux. Cette dotation est octroyée comme Appui Financier au programme PIONNIER pour l'acquisition d'un kit de transformation semi industrielle du manioc.

1.2.2-Délégations Ponctuelles de Crédits

Les Délégations Ponctuelles de Crédits (DP) constituent également un outil précieux de gestion budgétaire pour faciliter l'exécution des projets budgétisés. L'on enregistre 25 DP effectuées au 31 mars 2018 pour une dotation cumulée de FCFA 2 995 542 965.

Tableau 3 : Situation récapitulative des Délégations Ponctuelles de crédits effectuées par bénéficiaire et chapitre budgétaire au 31 mars 2018.

REGIONS BENEFICIAIRES/CHAPITRE BUDGETAIRE	Montant (en FCFA)
ADAMAOUA	314 758 309
INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	300 018 929
MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	14 739 380
AFRIQUE	16 000 000
INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	16 000 000
AMERIQUE	97 582 633
INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	97 582 633
CENTRE	143 995 007
INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	139 099 198
MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	4 895 809
EST	59 909 586
INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	9 715 937

REGIONS BENEFICIAIRES/CHAPITRE BUDGETAIRE	Montant (en FCFA)
MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	50 193 649
EUROPE	594 455 926
INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	294 455 926
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	300 000 000
EXTREME NORD	1 047 895 769
MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN	1 000 000 000
MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	47 895 769
LITTORAL	154 500 000
MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	4 500 000
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	150 000 000
NORD OUEST	20 463 300
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	20 463 300
OUEST	428 882 606
INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	358 187 975
MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	18 194 631
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	52 500 000
SUD OUEST	41 099 829
INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	41 099 829
SUD	76 000 000
INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	76 000 000
Total général	2 995 542 965

Source: MINEPAT/DGEPIP/DGEPIP/DPIP/SDS

La majorité de ces DP est effectuée dans le chapitre 94 pour les interventions en investissement de l'Etat. Des DP sont également effectuées au profit des démembrements de l'Etat à l'étranger.

Le tableau suivant récapitule les principales tâches d'investissement bénéficiaires des DP au 31 mars 2018.

Tableau 4 : Principales tâches d'investissement bénéficiaires des DP au 31 mars 2018

Tâche d'Investissement	Montant (en FCFA)
Acquisition des équipements spécifiques de l'Aide de Camp	300 000 000
Fonds d'indemnisation et de maturation des projets de l'Etat	113 582 633
infrastructures d'aménagement du territoire	848 121 868
Interventions d'urgence	222 963 300
Maitrise d'œuvre des travaux d'aménagement de la voirie urbaine de Maroua	100 000 000
Provision pour équipements divers	370 455 926
Travaux d'aménagement de la voirie urbaine de Maroua	900 000 000
Travaux de réhabilitation des édifices publics	140 419 238
Total général	2 995 542 965

Source: MINEPAT/DGEPIP/DGEPIP/DPIP/SDS

II- SYNTHÈSE DE L'EXECUTION AU 31 MARS 2018

Au terme du mois de mars 2018, le taux d'engagement des crédits à gestion centrale est de 29,95 % contre 34,17 % à la même période l'année dernière, soit une baisse de 4,22 points. Cette sous performance peut se justifier par les facteurs ci-après :

- des retards observés dans les procédures de contractualisation des projets ;
- des retards dans l'engagement des provisions constituées pour le paiement des arriérés ;
- le non engagement des crédits des projets pluriannuels du fait du retard dans la prise en compte de l'exécution des AE nulles dans l'application PROBMIS ;
- le non engagement de certains crédits en fonds de contreparties, en raison de la non transmission des mémoires de dépenses par les responsables des projets à financement conjoint ;
- la faible appropriation des réformes budgétaire et structurelle consécutives au programme économique et financier convenu avec le FMI ;
- le non engagement de certains crédits en subventions d'investissement en raison des retards dans la transmission des cahiers de charges par les responsables des structures sous tutelle et du rejet des projets de décisions de mobilisation de ces crédits par les Contrôleurs Financiers du fait de l'absence du prélèvement des taxes à la source.

Cependant, il faut relever que pour les nouveaux projets, les trois premiers mois de l'exercice budgétaire sont le plus souvent consacrés aux procédures de contractualisation. L'exécution proprement dite s'intensifie à partir du mois de Mai.

Néanmoins, il devient particulièrement urgent de procéder à l'engagement des crédits alloués aux fonds de contrepartie et subventions dont le délai d'engagement, par les administrations, au profit des structures bénéficiaires, est fixé au 28 février 2018. Ces retards sont de nature à compromettre la bonne exécution physico-financière des projets du BIP, étant donné qu'au même titre que les Administrations publiques, les Etablissements Publics bénéficiaires des Subventions d'investissement et les projets à financement conjoint sont astreints au respect des délais d'exécution du budget de l'Etat, dans ses différentes phases (visa budgétaire, engagement, ordonnancement, opérations comptables). L'engagement de ces crédits, au début de l'exercice budgétaire, permet aux Etablissements Publics bénéficiaires des Subventions d'investissement et aux projets à financement conjoint de démarrer l'exécution de leurs activités retenues, dès le début de l'exercice, sans attendre l'approvisionnement de leurs comptes.

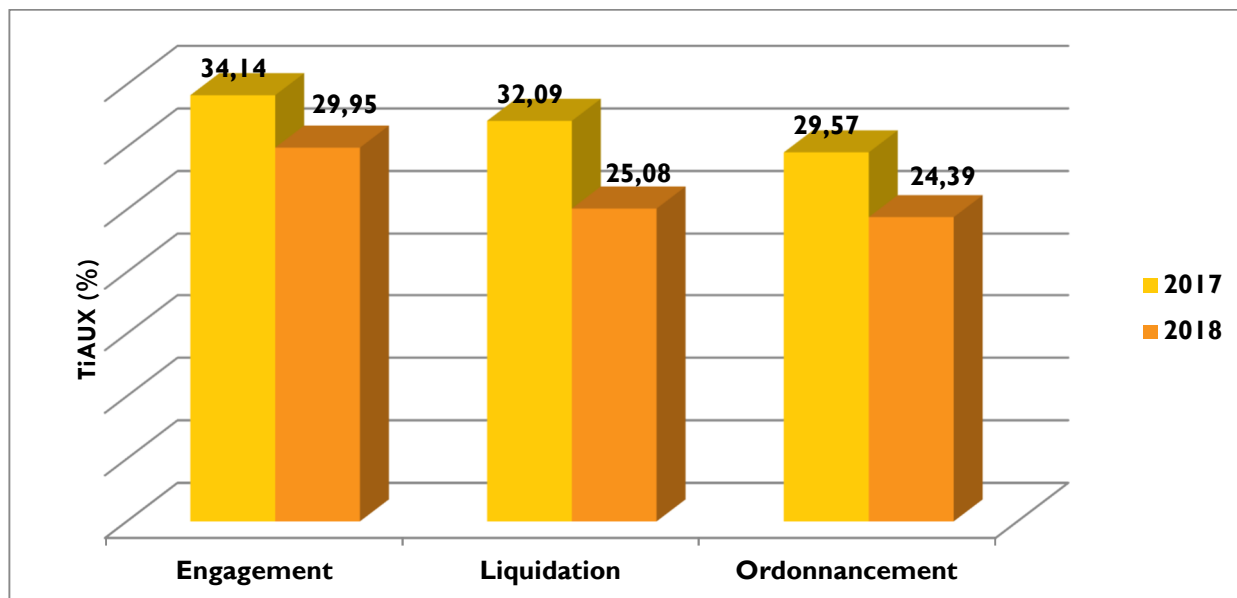
Le tableau ci-dessous présente l'exécution du BIP 2018 dans les services centraux au 31 mars 2018.

Tableau 5 : Synthèse de l'Exécution du BIP 2018 à gestion centrale au 31 mars 2018 (en millions de FCFA)

Rubriques	Dotation CP courante	Engagement (CP)	Taux d'engagement (%)	Taux de liquidation (%)	Taux d'ordonnement (%)
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	80 626	22 662	28,11	28,11	28,11
Fonds de Contrepartie en taxes et droits de douanes	47 500	50	0,11	0,11	0,11
Subventions	60 436	27 418	45,16	45,16	45,16
Crédits C2D	16 324	-	-	-	-
Plan Triennal Spécial Jeunes (PTSJ)	10 000	-	-	-	-
CAN	110 000	70 000	63,64	63,64	63,64
Autres ressources internes	289 739	63 952	22,09	11,76	10,30
Total	614 625	184 082	29,95	25,08	24,39

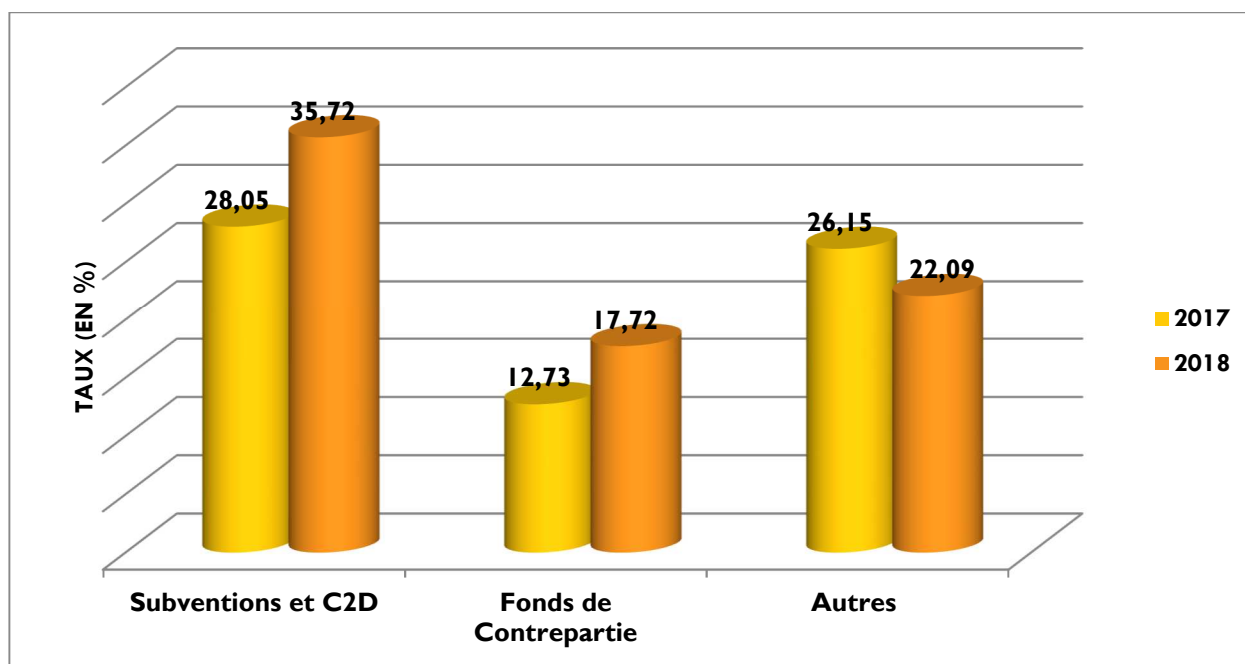
Source : MINEPAT/SG/DGEPIP/DPIP/SDS

Figure 1 : Situation Comparée de l'exécution du BIP à gestion centrale au 31 mars 2017-31 mars 2018



Source : MINEPAT/SG/DGEPIP/DPIP/SDS

Figure 2 : Situation Comparée de l'engagement des crédits du BIP par nature économique au 31 mars 2017 et 2018



Source : MINEPAT/SG/DGEPIP/DPIP/SDS

De manière spécifique, la situation de l'exécution se présente ainsi :

- **exécution des subventions** : le taux d'engagement est de 35.72%. Ce taux est en hausse de 07,67 points par rapport à la même période de l'année dernière. Plusieurs administrations attendent encore les cahiers de charges des structures bénéficiaires pour procéder à l'engagement des crédits. Cette situation est d'autant plus préoccupante que, suivant les dispositions de la Circulaire relative à l'exécution et au contrôle du budget 2018, ces entreprises doivent achever l'exécution des projets concernés avant la clôture de l'exercice budgétaire.

- **exécution des fonds de contrepartie en dépense réelle:** au 31 mars 2018, le taux d'engagement des fonds de contrepartie est de 17,72% contre 12,73% à la même période de l'année dernière, soit une hausse de 4,99 points.

Cependant, l'engagement des fonds de contrepartie et des subventions rencontre des difficultés dans certaines administrations en raison du rejet des projets de décisions de mobilisation de ces crédits par les Contrôleurs Financiers du fait de l'absence du prélèvement des taxes à la source.

III- SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PAR CHAPITRE

CHAPITRE	RESSOURCES INTERNES GLOBALES			CREDITS A GESTION CENTRALE			CREDITS DELEGUES			SITUATION DE LA CONTRACTUALISATION DES PROJETS A GESTION CENTRALE
	DOT. CP (En millions)	ENG (%)	LIQ (%)	Dot CP (en millions)	ENG (%)	LIQ (%)	Dot CP (en millions)	LIQ (%)	REA PHY (%)	
01 - PRC	5 000	12,57	4,60	5 000	12,57	4,60	0	0	0	
02- SRP	900	0	0	900	0	0	0	0	0	
03- AN	3 200	100	100	3 200	100	100	0	0	0	
04 - SPM	3 500	7,18	1,00	3 500	7,18	1,00	0	0	0	-
05 - CES	500	0	0	500	0	0	0	0	0	la Commission interne de passation des Marchés ne fonctionne pas
06-MINREX	3 000			2 037	0	0	963	0	0	- 07 DAO sur 19 sont rendus disponibles ; - Aucun n'est transmis en commission
07 - MINATD	9 520	0,42	0,42	7 512	0	0	2008	1,99	0	- 08 DAO sur 11 transmis en commission ; - 04 AO lancés
08 - MINJUSTICE	4 676	8,71	5,48	4 082	9,30	5,57	594	0	0	
09 - COUR SUPREME	500	0	0	500	0	0	0	0	0	
10 - MINMAP	1060	0	0	422	0	0	638	0	0	- les deux DAO sont transmis en commission ; - 02 AO lancés ; - aucun marché attribué
11 - CONSUPE	500	0	0	500	0	0	0	0	0	
12 - DGSN	1 500	0	0	1 500	0	0	0	0	0	
13 - MINDEF	4 540	0	0	4 510	0	0	30	0	0	
14 - MINAC	958,4	0	0	848,4	0	0	110	0	0	- 06 DAO sur 11 transmis en commission ; - 01 demande de gré à gré transmise au MINMAP ; - 06 Appels d'Offres - la réponse du MINMAP est toujours attendue pour le gré à gré.

CHAPITRE	RESSOURCES INTERNES GLOBALES			CREDITS A GESTION CENTRALE			CREDITS DELEGUES			SITUATION DE LA CONTRACTUALISATION DES PROJETS A GESTION CENTRALE
	DOT. CP (En millions)	ENG (%)	LIQ (%)	Dot CP (en millions)	ENG (%)	LIQ (%)	Dot CP (en millions)	LIQ (%)	REA PHY (%)	
15 - MINEDUB	14 028 299	3,26	3,26	2011679	22,26	22,26	12016620	0,08	0,08	-11 DAO transmis à la Commission ministérielle de Passation des Marchés Publics sur 12 ; -11 Appels d'Offres lancés.
16 - MINSEP	5 510	00	00	5 400	00	00	110	00	00	- 05 DAO sur 07 disponibles ; - 05 DAO transmis en commission ; - 04 Appels d'Offres lancés ; - aucun marché attribué.
17 - MINCOM	1 410	42,55	00	1 410	42,55	00	00	00	00	- 05 DAO sur 07 disponibles ; - 05 DAO transmis en commission ; - 02 Appels d'offres lancés ; - aucun marché attribué.
18 - MINESUP	10 240 000	30,66	30,66	10205000	30,76	30,76	35000	0	0	-10 DAO transmis à la Commission ministérielle de Passation des Marchés Publics sur 10 ; -aucun Appel d'Offre lancé.
19 - MINRESI	3610000	77,50	77,50	3495963	80,03	80,03	114037	0	0	- 13 DAO sont transmis en CPM compétente sur les 17 attendus ; - 11 AO sont lancés ; - 02 marchés sont signés.
20 - MINFI	5 308	8,82	8,82	4618	10,14	10,14	690	0	0	- 08 DAO sur 09 transmis en commission ; - 06 AO lancés ; - 03 marchés attribués ; - Aucun marché signé.
21 - MINCOMMERCE	2092,8	14,4	13,17	896,5	30,58	27,58	1196,4	0,3	0,3	- 01 DAO sur 06 transmis en commission ; - 01 Appel d'Offre ; - 02 demandes gré à gré transmises au MINMAP.
22 - MINEPAT	20783	0,22	0,19	4025	0,22	0,20	632	0	0	- 08 DAO sur 20 transmis en commission ; - 04 AO lancés ; - aucun marché attribué
23 - MINTOUL	6 070	0	0	4375,1	0	0	1694,9	0	0	- 30 DAO sur 41 transmis en commission ; - 27 marchés lancés ; - 13 marchés sont attribués ; - 04 demandes gré à gré toujours en attente de transmission au MINMAP
25 - MINESEC	8985529	8,71	8,71	4878691	15,60	15,60	4106838	0,54	0,54	-19 DAO sont transmis en CPM compétente sur les 27 attendus ;

CHAPITRE	RESSOURCES INTERNES GLOBALES			CREDITS A GESTION CENTRALE			CREDITS DELEGUES			SITUATION DE LA CONTRACTUALISATION DES PROJETS A GESTION CENTRALE
	DOT. CP (En millions)	ENG (%)	LIQ (%)	Dot CP (en millions)	ENG (%)	LIQ (%)	Dot CP (en millions)	LIQ (%)	REA PHY (%)	
										- 13 AO sont lancés ; - 01 marché est signé et réceptionné.
26 - MINJEC	3 140	45,91	45,91	2 446	58,90	58,90	694	0,10	0	- 09 DAO sur 09 transmis en commission ; - 09 marchés attribués ; - Aucun marché signé
28 - MINEPDED	1 950	0	0	1 096	0	0	854	0	0	-11 DAO sur 12 transmis à la Commission ministérielle de Passation des Marchés Publics, -11 Appels d'Offres lancés ; -au 31 mars, 01 projet est en attente de l'autorisation de régie.
29 - MINMIDT	1 326	3,7	0	1326	0	0	0	0	0	- 07 DAO sur 08 transmises en commission ; - 06 Appels d'Offres ; - 03 marchés attribués - 02 marchés signés
30 - MINADER	27 086	2,79	2,78	20 234	3,71	3,69	6 852	0,07	0	-36 DAO sur 42 transmis à la Commission ministérielle de Passation des Marchés Publics ; -17 Appels d'Offres lancés ; -03 marchés attribués ; -au 31 mars, 10 projets ont obtenu l'autorisation de régie.
31 - MINEPIA	10 855	6,85	6,85	6 976	10,67	10,67	3 879	0	0	- 08 DAO sont transmis en CPM compétente sur les 12 attendus ; - 01 AO est lancé.
32 - MINEE	49719500	24,42	24,42	39928213	30,41	30,41	9791287	0	0	- 30 DAO transmis en commission sur 31 attendus en CMPM ; - 28 AO lancés ; -aucun marché signé.
33 - MINFOF	7 916	0	0	7 616	0	0	300	0	0	-le seul marché programmé a déjà été attribué, mais n'est pas encore signé.;
35 MINEFOP	3909481	15,34	15,34	2493586	24,06	24,06	1415895	0	0	-11 DAO sont transmis en CPM compétente sur les 13 attendus ; - 09 AO sont lancés ; -02 marchés sont attribués ;

CHAPITRE	RESSOURCES INTERNES GLOBALES			CREDITS A GESTION CENTRALE			CREDITS DELEGUES			SITUATION DE LA CONTRACTUALISATION DES PROJETS A GESTION CENTRALE
	DOT. CP (En millions)	ENG (%)	LIQ (%)	Dot CP (en millions)	ENG (%)	LIQ (%)	Dot CP (en millions)	LIQ (%)	REA PHY (%)	
36 - MINTP	110 591	21,66	21,44	92 961	25,73	25,48	17 630	0,15	0,00	<ul style="list-style-type: none"> - 26 DAO sur 40 attendus ont été transmis en Commission ; - 10 Appels d'Offres ont été lancés ; - 01 marché a été attribué ; - aucun marché n'a été signé.
37 - MINDCAF	2 426	23,33	17,54	2 426	23,33	17,54	00	0,00	0,00	<ul style="list-style-type: none"> - 05 DAO sur 09 attendus ont été transmis en Commission ; - aucun Appel d'Offre lancé ; - 01 marché attribué par la procédure de gré à gré ; - aucun marché signé.
38 - MINH DU	34 367	41,59	38,68	30 060	47,55	44,23	4 307	0,00	0,19	<ul style="list-style-type: none"> - 18 DAO sur 20 attendus ont été transmis en Commission ; - 14 Appels d'Offres ont été lancés ; - 10 marchés ont été attribués ; - aucun marché signé.
39 - MINPMEESA	3829,7	13,7	13,70	2585,60	19,3	19,33	1244,1	2,01	2,01	<ul style="list-style-type: none"> - 12 DAO sur 18 transmis en commission ; - 12 06 Appels d'Offres ; - 02 demandes gré à gré transmises au MINMAP ; - 07 marchés attribués ; - 04 marchés signés.
40 - MINSANTE	31 026	0,16	0,16	20 709	0	0	7 280	0,62	0	<ul style="list-style-type: none"> - 08 DAO transmis en commission sur 28 attendus en CMPM ; - Aucun AO lancé ;
41 - MINTSS	700	00	00	00	00	00	00	00	00	<ul style="list-style-type: none"> - 05 DAO sur 06 disponibles ; - 05 DAO transmis en commission ; - 02 Appels d'Offres lancés. - aucun marché attribué.
42 - MINAS	1 460	6,27	6,27	1 180,50	8,12	8,12	351,50	0,43	0,43	<ul style="list-style-type: none"> - 03 DAO sur 03 disponibles ; - 03 DAO transmis en commission ; - 03 Appels d'offres lancés ; - 02 marchés attribués ; - aucun marché signé.
43 - MINPROFF	1 025	2,44	2,44	457	5,47	5,47	568	00	00	<ul style="list-style-type: none"> - 06 DAO sur 07 disponibles ; - 06 DAO transmis en commission ; - 05 Appels d'offres lancés ; - aucun marché attribué.

CHAPITRE	RESSOURCES INTERNES GLOBALES			CREDITS A GESTION CENTRALE			CREDITS DELEGUES			SITUATION DE LA CONTRACTUALISATION DES PROJETS A GESTION CENTRALE
	DOT. CP (En millions)	ENG (%)	LIQ (%)	Dot CP (en millions)	ENG (%)	LIQ (%)	Dot CP (en millions)	LIQ (%)	REA PHY (%)	
45 - MINPOSTEL	8 702	0,00	0,00	8 609	0,00	0,00	93	0,00	0,00	<ul style="list-style-type: none"> - 06 DAO sur 07 attendus ont été transmis en Commission ; - 05 Appels d'Offres ont été lancés ; - 03 marchés ont été attribués ; - 02 marchés ont été signés.
46 - MINT	2 000	0,00	0,00	1 249	0,00	0,00	751	0,00	4,75	<ul style="list-style-type: none"> - 02 DAO sur 04 attendus ont été transmis en Commission ; - aucun Appel d'Offre n'a été lancé.
50 - MINFOPRA	600	00	00	530	00	00	70	00	00	<ul style="list-style-type: none"> - 06 DAO sur 06 disponibles ; - 06 DAO transmis en commission ; - 05 Appels d'Offres lancés ; - 03 marchés attribués ; - 01 marché signé.
51 - ELECAM	700	0	0	700	0	0	0	0	0	
52 - CNDHL	240	0	0	240	0	0	0	0	0	
53-SENAT	700	0	0	700	0	0	0	0	0	
54-CNPBM	700	0	0	700	0	0	0	0	0	La CNPBM ne dispose pas d'une Commission interne de passation des marchés.

Source: MINEPAT/SG/DGEPIP/DGEPIP/DPIP/SDS

IV- FICHE SUR L'EXÉCUTION DU BIP DANS CHAQUE CHAPITRE BUDGÉTAIRE

01-Présidence de la République

I. Présentation du BIP de la PRC

Au cours de l'exercice 2018, la PRC bénéficie d'un budget d'investissement public global de **F CFA 5 000 000 000**. Cette dotation est la même que celle de l'année dernière.

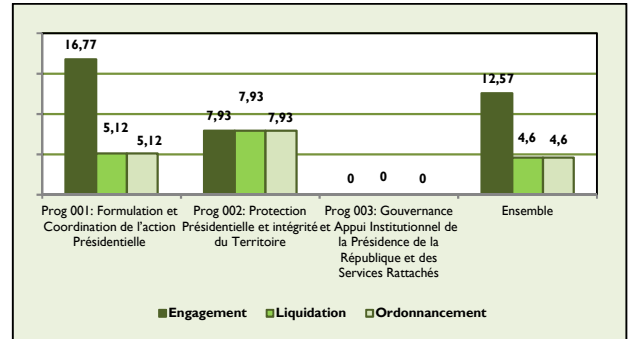
Tableau I : Présentation du BIP 2018 au 31 mars 2018

Programme	Dotation (en milliers de F CFA)	
	AE	CP
Formulation et Coordination de l'action Présidentielle	3 419 716	3 419 716
Protection Présidentielle et intégrité du Territoire	696 022	696 022
Gouvernance et Appui Institutionnel de la Présidence de la République et des Services Rattachés	884 262	884 262
Total	5 000 000	5 000 000

Au terme du premier trimestre de l'exercice 2018, le taux d'engagement global est de 12,57%.

II. Situation de l'exécution du BIP 2018 au 31 mars 2018

Graphique I : Situation de l'exécution financière du BIP 2018 au 31 mars 2018.



Au 31 mars 2018, aucun crédit des activités du programme relatif à la Gouvernance et Appui Institutionnel de la Présidence de la République et des Services Rattachés n'a encore été engagé.

III. Difficulté rencontrée

La principale difficulté rencontrée est l'absence d'un cadre de concertation pour le suivi de l'exécution du BIP.

02-Services Rattachés à la Présidence de la République

I. Présentation du BIP des SRP

Au cours de l'exercice 2018, Les SRP bénéficient d'un budget d'investissement public global de **F CFA 900 000 000**. Par rapport à l'exercice 2017, ce budget est en baisse de **F CFA 800 000 000**.

Tableau I : Présentation du BIP 2018 au 31 mars 2018

Programme	Dotation (en milliers de F CFA)	
	AE	CP
Formulation et Coordination de l'action Présidentielle	65 000	65 000
Protection Présidentielle et intégrité du Territoire	835 000	835 000
Total	900 000	900 000

Au terme du premier trimestre de l'exercice 2018, les crédits du BIP n'ont pas encore été engagés.

II. Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées sont :

- l'absence de cadre de concertation pour le suivi de l'exécution du BIP ;
- l'absence d'information sur les crédits délégués destinés au règlement des arriérés sur l'acquisition des équipements techniques spéciaux.

03-Assemblée Nationale

I. Présentation du BIP de l'Assemblée Nationale

Au cours de l'exercice 2018, Le budget d'investissement public global de l'Assemblée Nationale est de **F CFA 3 200 000 000**. Cette dotation est la même que celle de l'année dernière.

Au terme du premier trimestre de l'exercice, l'ensemble des crédits du BIP de l'Assemblée Nationale est engagé.

II. Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées sont :

- l'absence de cadre de concertation pour le suivi de l'exécution du BIP ;
- l'absence d'information sur l'exécution des projets financés par le BIP.

04-Services du Premier Ministre

I. Présentation du BIP des SPM par mode de Gestion

Le budget global en Investissement Public des SPM au titre de l'exercice 2018 s'élève à **FCFA 13 366 360 000** en Autorisation d'Engagement et à **FCFA 3 500 000 000** en Crédit de Paiement. Par rapport à l'exercice 2017, les Autorisations d'Engagement (AE) sont en augmentation de plus de **10 milliards de F CFA** et les Crédits de Paiement sont en baisse de **FCFA 400 000 000**. L'augmentation des Autorisations d'Engagement s'explique entre autre par l'inscription d'un projet de construction d'un bâtiment à usage de bureau au Secrétariat Général d'une dotation globale de **FCFA 10 466 360 000** en AE.

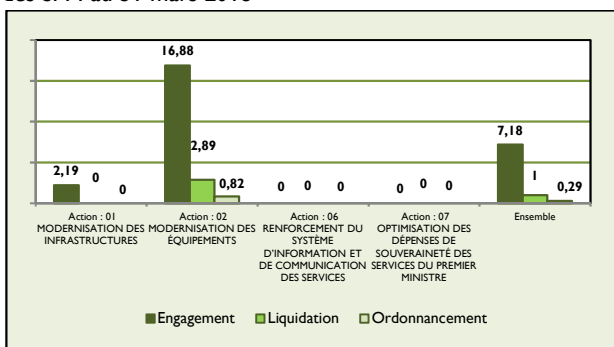
Tableau I : Présentation du BIP des SPM (en millions de FCFA) au 31 mars 2018

Actions	Dotation (en milliers de F CFA)	
	AE	CP
Modernisation des infrastructures	11 991 360	2 125 000
Modernisation des équipements	1 212 247	1 212 247
Renforcement du système d'information et de communication des services	122 753	122 753
Optimisation des dépenses de souveraineté des services du Premier Ministre	40 000	40 000
Total	13 366 360	3 500 000

Au 31 mars 2018, le taux d'engagement des crédits d BIP des SPM est de 7,18%.

II. II. Situation de l'exécution des crédits du BIP 2018

Graphique I : Situation de l'exécution financière du BIP 2018 des SPM au 31 mars 2018



Au terme du premier trimestre 2018, les crédits des activités liés au renforcement du système d'information et de communication et à l'optimisation des dépenses de souveraineté des services du Premier Ministre ne sont pas encore engagés.

En outre, il convient de relever que les crédits alloués aux provisions en investissement des structures rattachées (CNC, CND, CRC, PNG, CONAROUTE) ne sont pas encore engagés.

III. Situation de la passation des marchés programmés par le Secrétariat Général

Tableau 3 : Synthèse de la passation des marchés programmés par le Secrétariat Général au 31 mars 2018

Indicateur	Valeur
Nombre de DAO attendus en Commission Ministérielle (CMPM)	09
Nombre de DAO attendus en Commission Centrale (CCPM)	01
Nombre de DAO transmis en Commission Ministérielle (CMPM)	00
Nombre de DAO transmis en Commission Centrale (CCPM)	01
Nombre d'accord de régie obtenus du MINMAP	00
Nombre d'accord de gré à gré obtenus du MINMAP	09
Nombre d'AO examinés en Commission Ministérielle (CMPM)	00
Nombre d'Appels d'Offres (CMPM, CCPM) publiés	00
% lancement	00
Nombre de marchés attribués	09
% d'attribution	50
Nombre de marchés signés	08
% de marché signé	80

IV. Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées sont :

- l'absence de cadre de concertation pour le suivi de l'exécution du BIP ;
- l'absence d'information sur l'exécution des projets relevant du Cabinet ;
- la mise à disposition tardive des crédits du BIP des structures rattachées.

05-Conseil Économique et Social

I. Présentation du BIP du CES

Le budget global en Investissement Public du CES au titre de l'exercice 2018 s'élève à **FCFA 500 000 000** en Autorisation d'Engagement et à **FCFA 500 000 000** en Crédit de Paiement. Cette dotation est la même que celle de l'année dernière.

Tableau 1 : Présentation du BIP 2018 au 31 mars 2018

Action	Dotation (en milliers de F CFA)	
	AE	CP
Gestion financière et budgétaire au CES	140 000	140 000
Amélioration du cadre de travail du CES	360 000	360 000
Total	500 000	500 000

Au terme du premier trimestre de l'exercice 2018, les crédits du BIP n'ont pas encore été engagés.

II. Situation de la passation des marchés

Tableau 3 : Synthèse de la passation des marchés au 31 mars 2018

Indicateur	Valeur
Nombre de DAO attendus en Commission Ministérielle (CMPM)	05
Nombre de DAO attendus en Commission Centrale (CCPM)	01
Nombre de DAO transmis en Commission Ministérielle (CMPM)	03
Nombre de DAO transmis en Commission Centrale (CCPM)	01
Nombre d'Appels d'Offres (CMPM, CCPM) publiés	03
% lancement	60
Nombre de marchés attribués	03
% d'attribution	60
Nombre de marchés signés	03
% de marché signé	60

III. Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées sont :

- l'absence de cadre de concertation pour le suivi de l'exécution du BIP ;
- l'indisponibilité de certains membres de la Commission interne de passation des Marchés.

06-Ministère des Relations Extérieures

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mars 2018

La situation de l'exécution financière du BIP du MINREX au 31 mars affiche un taux d'engagement nul. Ce taux est le même que celui observé à la même période en 2017.

Tableau 1 : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

Mode de gestion	DOT. COURANTE		ENG. CP
	AE	CP	
Ressources internes	2 800 000	3 000 000	0
Gestion centrale	1 837 000	2 037 000	0
Autres crédits à gestion centrale	1 837 000	2 037 000	0
Crédits délégués	963 000	963 000	0
Délégations automatiques	963 000	963 000	0
Total	2 800 000	3 000 000	0

II. Situation de la contractualisation des projets

Conformément au journal de programmation des marchés, le MINREX accuse un important retard dans les procédures de contractualisation. En effet, au terme du mois de mars, aucun Appel d'offre n'est lancé.

Comparativement à la même période en 2017, cette situation est moins satisfaisante. En effet, au 31 mars 2017 ; 04 Appels d'Offres avaient été lancés sur les 16 marches programmés.

La situation de la contractualisation des projets du BIP 2018 du MINREX est récapitulée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Situation de la passation des marchés

Nombre de projets recensés	19
DAO attendus	18
DAO disponibles	07
DAO transmis en commission	05
AO lancé	00

III. Difficultés et recommandations

L'exécution du BIP du MINREX fait face aux difficultés ci-après ;

- ✓ absence d'un cadre de concertation pour la bonne exécution du BIP ;
- ✓ absence d'un dispositif de remontée des données relatives aux crédits délégués aux représentations diplomatiques ;
- ✓ retards dans les procédures de contractualisation.

Les solutions ci-après sont proposées pour pallier ces difficultés ;

- ✓ mettre en place un cadre de concertation mensuel pour assurer la bonne exécution du BIP ;
- ✓ mettre en place un système de remontée des données sur l'exécution des crédits délégués ;
- ✓ accélérer les procédures de contractualisation.

07-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mars

Rendu au terme du mois de mars, la situation de l'exécution du BIP du MINAT affiche un taux global d'engagement de 0,38%. Les crédits à gestion centrale ne sont pas encore engagés. Par ailleurs, les crédits de subventions en investissement ne sont pas encore engagés alors qu'ils auraient pu être engagés avant le 28 février. Cependant, des démarches sont entreprises pour la validation des projets à inscrire dans la DGD.

Tableau I : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

Mode de gestion	Dot. AE	Dot CP	ENG. CP	LIQ.	ORD.	%Eng. CP	%LIQ	%ORD
Ressources internes	10 382 481	9 519 667	39 998	39 998	39 998	0,42	0,42	0,42
Gestion centrale	8 140 667	7 511 853	-	-	-	-	-	-
Fonds de Contrepartie en taxes et droits de douane	50 000	50 000	-	-	-	-	-	-
Subventions	5 000 000	5 000 000	-	-	-	-	-	-
Ressources internes spéciales(C2D)	326 667	326 667	-	-	-	-	-	-
Autres crédits à gestion centrale	2 764 000	2 135 186	-	-	-	-	-	-
Crédits délégués	2 241 814	2 007 814	39 998	39 998	39 998	1,99	1,99	1,99
Délégations automatiques	2 241 814	2 007 814	39 998	39 998	39 998	1,99	1,99	1,99
Ressources externes	1 100 000	1 100 000	-	-	-	-	-	-
Total	11 482 481	10 619 667	39 998	39 998	39 998	0,38	0,38	0,38

II. Situation de la contractualisation des projets

La contractualisation des projets du BIP du MINAT accuse des retards au regard du plan de passation des marchés. Comparativement à la même période en 2017, cette situation affiche une sous performance. En effet, en cette période en 2017, on a enregistré 08 marchés attribués sur 35 programmés.

La situation de contractualisation des projets du MINAT est récapitulée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3 : Situation de la passation des marchés

Nombre de projets recensés	23
DAO attendus	11
DAO transmis en commission	08
AO lancé	04
Marchés attribués	00

III. Difficultés et recommandations

les difficultés rencontrées dans l'exécution du BIP du MINAT sont ;

- ✓ absence d'un cadre de concertation pour la bonne exécution du BIP ;
- ✓ retards dans les procédures de contractualisation ;
- ✓ retards dans l'engagement des Subventions et des FCP.

A ces difficultés, les solutions suivantes sont proposées ;

- ✓ mettre en place un cadre de concertation pour assurer la bonne exécution du BIP ;
- ✓ accélérer les procédures de contractualisation des projets concernés ;
- ✓ procéder à l'engagement des Subventions et des FCP.

08-Ministère de la Justice

I. Présentation du BIP 2018 du MINJUSTICE

L'enveloppe globale allouée à l'investissement public du MINJUSTICE au titre de l'exercice 2018 s'élève à FCFA 5 086 100 000 en Autorisation d'Engagement et à 4 676 000 000 en Crédit de Paiement. Comparé à l'exercice 2017, les Crédits de Paiement sont en hausse de plus de 1,5 milliard de F CFA.

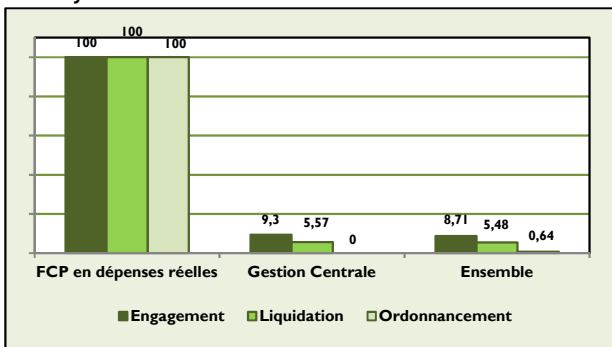
Tableau I : Présentation du BIP 2018 du MINJUSTICE au 31 mars 2018(en milliers de FCFA)

Niveau de Gestion	Dotation (en milliers de F CFA)	
	AE	CP
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	30 000	30 000
Autres crédits à gestion centrale	2 957 000	4 056 900
Délégations Automatiques	2 099 100	589 100
Total	5 086 100	4 676 000

Au 31 mars 2018, le taux d'engagement des crédits du BIP du MINJUSTICE est de 8,71%.

II. Situation de l'exécution des crédits du BIP 2018

Graphique I : Situation de l'exécution financière du BIP 2018 du MINJUSTICE au 31 mars 2018



Au terme du premier trimestre 2018, les crédits alloués au programme « Gouvernance et appui institutionnel du sous-secteur justice » ne sont pas encore engagés.

III. Situation de la passation des marchés programmés par le Secrétariat Général

Tableau 3 : Situation de la passation des marchés au 31 mars 2018

Indicateur	Valeur
Nombre de DAO attendus en Commission Ministérielle (CMPM)	01
Nombre de DAO attendus en Commission Centrale (CCPM)	02
Nombre de DAO transmis en Commission Ministérielle (CMPM)	01
Nombre de DAO transmis en Commission Centrale (CCPM)	02
Nombre d'AO examinés en Commission Ministérielle (CMPM)	01
Nombre d'Appels d'Offres (CMPM, CCPM) publiés	01
% lancement	33,33
Nombre de marchés attribués	00
% d'attribution	00
Nombre de marchés signés	00
% de marché signé	00

V. Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées sont :

- l'absence de cadre de concertation pour le suivi de l'exécution du BIP ;
- la lenteur de l'exécution des projets pluriannuels programmés.

09-Cour Suprême

I. Présentation du BIP de la CS

L'enveloppe globale allouée à l'investissement public de la CS au titre de l'exercice 2018 s'élève à FCFA 500 000 000 en Autorisation d'Engagement et à 500 000 000 en Crédit de Paiement. Cette dotation est la même que celle de l'année dernière.

Tableau I : Présentation du BIP 2018 au 31 mars 2018(en millions de FCFA)

Programme	Dotation (en milliers de F CFA)	
	AE	CP
Gouvernance et appui institutionnel dans le sous secteur Cour Suprême	480 000	480 000
Contrôle de la transparence financière, de la gestion budgétaire et de la qualité des comptes publics	20 000	20 000
Total	500 000	500 000

Au terme du premier trimestre de l'exercice 2018, les crédits du BIP n'ont pas encore été engagés.

II. Situation de la passation des marchés

Tableau 2 : Situation de la passation des marchés au 31 mars 2018

Indicateur	Valeur
Nombre de DAO attendus en Commission Ministérielle (CMPM)	01
Nombre de DAO attendus en Commission Centrale (CCPM)	02
Nombre de DAO transmis en Commission Ministérielle (CMPM)	01
Nombre de DAO transmis en Commission Centrale (CCPM)	02
Nombre d'AO examinés en Commission Ministérielle (CMPM)	01
Nombre d'Appels d'Offres (CMPM, CCPM) publiés	01
% lancement	33,33
Nombre de marchés attribués	00
% d'attribution	00
Nombre de marchés signés	00
% de marché signé	00

III. Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées sont :

- l'absence de cadre de concertation pour le suivi de l'exécution du BIP ;
- la finalisation des études supplémentaires relatives à l'aménagement du nouvel immeuble.

I0-Ministère des Marchés Publics

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mars

La situation de l'exécution financière du BIP du MINMAP au 31 mars 2018 affiche des taux nuls. Cette situation est la même que celle observée la même période en 2017. Cependant, cette situation n'est pas alarmante parce que le MINMAP exécute tous ces projets en procédure normale.

Tableau I : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

Mode de gestion	DOT. COURANTE		ENG. CP
	AE	CP	
Ressources internes	1 060 000	1 060 000	0
Gestion centrale	422 000	422 000	0
Autres crédits à gestion centrale	422 000	422 000	0
Crédits délégués	638 000	638 000	0
Délégations automatiques	638 000	638 000	0
Total	1 060 000	1 060 000	0

II. Situation de la contractualisation des projets

Comparativement au journal de programmation des marchés, le MINMAP accuse un retard dans les procédures de contractualisation. En effet, selon le journal sus cité, au 31 mars, 01 marché sur 02 programmés devrait être signé.

La situation de la contractualisation des projets du BIP 2018 du MINMAP est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3 : Situation de la passation des marchés

Nombre de projets recensés	02
DAO attendus	02
DAO disponibles	02
DAO transmis en commission	02
AO lancé	02
Marchés attribués	00

III. Difficultés et recommandations

Les difficultés rencontrées dans l'exécution du BIP du MINMAP sont ;

- ✓ non fonctionnalité du cadre de concertation pour la bonne exécution du BIP ;
- ✓ retards dans les procédures de contractualisation

Les solutions ci-dessous ont été proposées pour résoudre ces difficultés ;

- ✓ prendre des mesures nécessaires, en urgence, pour rendre fonctionnel ce cadre
- ✓ accélérer les procédures de contractualisation.

I I-Contrôle Supérieur de l'Etat

I. Présentation du BIP 2018 du CONSUPE

L'enveloppe globale allouée à l'investissement public du CONSUPE au titre de l'exercice 2018 s'élève à **FCFA 1 380 000 000** en Autorisation d'Engagement et à **500 000 000** en Crédit de Paiement. La dotation des Crédits de Paiement est la même que celle de l'année dernière.

Tableau I : Présentation du BIP de la CS au 31 mars 2018(en millions de FCFA)

Projet	Dotation (en milliers de F CFA)	
	AE	CP
Gestion rationnelle des ressources matérielles	20 000	20 000
Modernisation du parc infrastructurel	1 360 000	480 000
Total	1 380 000	500 000

Au terme du premier trimestre de l'exercice 2018, les crédits du BIP n'ont pas encore été engagés.

II. Situation de la passation des marchés

Tableau 2 : Situation de la passation des marchés au 31 mars 2018

Indicateur	Valeur
Nombre de DAO attendus en Commission Ministérielle (CMPM)	04
Nombre de DAO attendus en Commission Centrale (CCPM)	03
Nombre de DAO transmis en Commission Ministérielle (CMPM)	04
Nombre de DAO transmis en Commission Centrale (CCPM)	00
Nombre d'Appels d'Offres (CMPM, CCPM) publiés	00
% lancement	00
Nombre de marchés attribués	00
% d'attribution	00
Nombre de marchés signés	00
% de marché signé	00

III. Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées sont :

- l'absence de cadre de concertation pour le suivi de l'exécution du BIP ;
- la finalisation des études relatives à la construction de l'immeuble siège de l'AFROSAL.

I2-Délégation Générale à la Sureté Nationale

I. Présentation du BIP 2018 de la DGSN

Le BIP de la DGSN au titre de l'exercice 2018 est de FCFA **1 802 963 000** en Autorisation d'Engagement et **FCFA 1 500 000 000** en Crédits de Paiement. Comparé à l'exercice 2017, les Autorisations d'Engagement et les Crédits de Paiement enregistrent des baisses de plus de **8 milliards de FCFA** chacun. Cet écart s'explique entre autre par la budgétisation en 2017 des crédits du PLANUT.

Tableau I : Présentation du BIP 2018 de la DGSN au 31 mars 2018

Programmes	Dotation (en milliers de F CFA)	
	AE	CP
Consolidation de la sécurité publique	451 155	342 580
Gouvernance et appui institutionnel	1 088 433	894 045
Redynamisation du système de renseignement	263 875	263 875
Total	1 802 963	1 500 000

Au 31 mars 2018, les crédits du BIP n'ont pas encore été engagés.

II. Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées sont :

- l'absence de cadre de concertation pour le suivi de l'exécution du BIP ;
- la lenteur de l'exécution des projets pluriannuels programmés.

I3-Ministère de la Défense

I. Présentation du BIP 2018 du MINDEF

Le BIP du MINDEF au titre de l'exercice 2018 est de FCFA **5 494 510 000** en Autorisation d'Engagement et **FCFA 4 540 000 000** en Crédits de Paiement.

Tableau I : Présentation du BIP du MINDEF AU 31 MARS 2018

Niveau de Gestion	Dotation (en milliers de F CFA)	
	AE	CP
Subventions	300 000	300 000
Autres crédits à gestion centrale	5 164 510	4 360 000
Crédits Délégués	30 100	30 100
Total	5 494 510	4 540 000

Au terme du premier trimestre de l'exercice 2018, les crédits du BIP n'ont pas encore été engagés.

II. Situation de la passation des marchés

Tableau 2 : Situation de la passation des marchés au 31 mars 2018

Indicateur	Valeur
Marchés relevant de la Commission Ministérielle	
Nombre de DAO attendus en Commission Ministérielle (CMPM)	06
Nombre de DAO transmis en Commission Ministérielle (CMPM)	06
Nombre d'Appels d'Offres publiés par la Commission Ministérielle	00
Nombre de marchés attribués par la Commission Ministérielle	00
Nombre de marchés signés et relevant de la Commission Ministérielle	00
Marchés relevant de la Commission Spéciale	
Nombre de DAO attendus en Commission Spéciale	74
Nombre de DAO transmis en Commission Spéciale	22
Nombre de marchés attribués par la Commission Spéciale	22
Nombre de marchés signés et relevant de la Commission Spéciale	22

III. Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées sont :

- l'absence de cadre de concertation pour le suivi de l'exécution du BIP ;
- la mise à disposition tardive de la subvention accordée à l'EIFORCES ;
- la lenteur de l'exécution des projets pluriannuels programmés.

I4-Ministère des Arts et de la Culture

I. Situation d'exécution du BIP

Le taux d'engagement des crédits du BIP par mode de gestion est résumé dans le tableau ci-après :

Tableau I : Le taux d'engagement des crédits du BIP par mode de gestion

Mode de Gestion	Dotation Courante (milliers)		Taux d'engagement(%)
	AE	CP	
Gestion Centrale	848 394	848 394	0,00
Autres crédits à gestion centrale	750 000	750 000	0,00
Crédit Délégué	110 000	110 000	0,00
Total MINAC	958 394	958 394	0,00

II. Situation de la passation des marchés

Tableau 2 : Situation de la passation

Projets recensés	08
DAO attendus	11
DAO reçus	06
gré à gré	01
AO lancés	09
Marchés attribués	00
marchés signés	00

La procédure de contractualisation connaît un retard, au regard du plan de passation des marchés qui indique que tous les marchés doivent être signés au plus tard le 30 Avril. Aussi, l'accord de gré à gré relatif à l'étude de la réhabilitation du bâtiment central du Ministère des Arts et de la Culture reste attendu du MINMAP.

III. Principales difficultés rencontrées et propositions de solutions

Les principales difficultés sont :

- l'absence d'un cadre de concertation pour la bonne exécution du BIP ;
- le retard la procédure de contractualisation des projets du BIP.

Des recommandations ont été proposées pour pallier à ces difficultés. Il s'agit :

- de solliciter des spécifications techniques au près des directions techniques en vue de la disponibilité des DAO;
- d'accélérer la procédure de contractualisation des projets du BIP;
- de mettre en place le cadre de concertation pour la bonne exécution du BIP.

15-Ministère de l'Éducation de Base

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mars

Tableau 1 : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

MINEDUB	DOTATION COURANTE		ENG. CP	% ENG. CP
	AE	CP		
Subventions	515 365	515 365	0	0
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	432 000	432 000	418 000	96,76
Fonds de Contrepartie en taxes et droits de douane	400 000	400 000	0	0
Autres Crédits à gestion centrale	664 314	664 314	30 000	4,52
Total MINEDUB	2 011 679	2 011 679	448 000	22,27

Le niveau des engagements des subventions aux MINEDUB est nul et est le même que celui de la même période à l'année précédente. Le taux d'engagement des fonds de contreparties est inférieur à celui de la même période de l'exercice 2017 (96,76% en mars 2018 contre 100% en mars 2017), ceci s'explique par les économies budgétaires réalisées en 2018 par le projet PAEQUE en particulier. L'engagement des autres crédits à gestions centrales a été plus rapide en 2018 qu'en 2017 (30% des engagements en mars 2018 contre 0% en mars 2017).

II. Situation d'exécution des crédits en subventions

Tableau 2 : Projets bénéficiant des subventions et rencontrant des difficultés (en milliers de FCFA)

	DOTATION COURANTE		Difficultés
	AE	CP	
Subvention de réhabilitation aux écoles FCB	30 000	30 000	Les cahiers de charges n'ont pas été produits à temps
Soutien aux activités du CICRB	40 000	40 000	
TOTAL MINEDUB	70 000	70 000	

Les décisions de déblocages de ces crédits en subventions ne sont toujours pas disponibles à cause des retards accusées dans l'élaboration des cahiers de charge.

III. Situation d'exécution des projets à financement

conjoint

Tous les fonds de contreparties sont mobilisés et ordonnancés au 31 mars 2018. De plus, les décisions d'engagement sont toutes conformes aux dispositions de la circulaire relative à l'exécution du Budget au titre de l'exercice 2018.

IV. Situation de la contractualisation des projets

Tableau 3 : Situation de la passation des marchés

Nombre de projets recensés	12
DAO attendus en commission	12
DAO disponibles	11
DAO transmis en commission	11
AO lancés	11
Marchés attribués	01

Le MINEDUB accuse d'énormes retards dans la contractualisation car aucun marché n'est signé et un seul marché est attribué au 31 mars 2018.

Les crédits alloués au projet de « numérisation des plans types de construction des infrastructures scolaires » devraient faire l'objet d'un virement car les natures économiques et les unités physiques programmées ne sont pas en adéquation avec la nature économique et l'unité physique définies dans le TDR.

V. Difficultés et recommandations

Comme principale difficulté, on note l'absence d'un cadre de concertation pour la bonne exécution du BIP.

En terme de recommandation, il est demandé au MINEDUB :

- prendre des mesures d'urgence pour la finalisation des procédures de la commande publique ;
- mettre en place un cadre de concertation pour assurer la bonne exécution du BIP

I 6- Ministère des Sports et de l'Éducation Physique

I. Situation globale de l'exécution du BIP à gestion centrale au 31 mars

Avec une dotation de FCFA 5,4 milliards en CP, le taux d'engagement du BIP à gestion centrale est de 0% au 31 mars 2018 contre 0,20% à la même période de l'année dernière.

Tableau 1 : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

	DOTATION COURANTE		ENG. CP	% ENG. CP
	AE	CP		
Subventions	105 000	105 000	0	0
Fonds de Contrepartie en taxes et droits de douane	5 000 000	5 000 000	0	0
Autres Crédits à gestion centrale	399 360	295 066	0	0
Total MINSEP	5 504 360	5 400 066	0	0

II. Situation de l'exécution des crédits en subventions

Du fait de la difficulté à mobiliser les crédits au profit des comptes trésor, certains projets ci-dessus seront exécutés en procédure normale au MINSEP. Par conséquent, les responsables des structures bénéficiaires des subventions concernées ont été saisis par le MINSEP pour la transmission des éléments techniques préalables à l'élaboration des DAO.

Tableau 2 : Projets bénéficiant des subventions et rencontrant des difficultés (en milliers de FCFA)

	DOTATION COURANTE	
	AE	CP
CENAJES de Bamenda: réhabilitation des structures administratives et académiques	28 000	28 000
CENAJES de Bertoua: Construction d'un bloc de deux salles de classe	27 000	27 000
CENAJES de Dschang: réhabilitation des bâtiments	11 000	11 000
CENAJES de Garoua: réhabilitation du gymnase	17 000	17 000
INJS : Réhabilitation du gymnase 1000 (DOUME ABOUBAKAR)	40 000	40 000
TOTAL MINSEP	123 000	123 000

Pour le cas des CENAJES de Dschang et Garoua, les procédures de contractualisation ont débuté en Région. Les projets de marché seront transmis au contrôle financier central pour visa.

III. Situation de l'exécution des projets à financement conjoint

Les projets à financement conjoint au MINSEP sont relatifs à la construction des stades dont l'exécution est déjà en cours pour l'essentiel.

IV. Situation de la contractualisation des projets

La décision d'exécuter les projets des structures bénéficiant des subventions en procédure normale a entraîné une modification dans la programmation de la passation.

Tableau 3 : situation de la passation des marchés

DAO attendus en commission	05
DAO disponibles	05
DAO transmis en commission	05
AO lancés	04
Marchés attribués	00

Le projet de *Construction d'une galerie marchande au Palais Polyvalent des Sports de Yaoundé (PAPOSY)* d'une dotation de FCFA 171 294 000 qui devait être exécuté dans le cadre d'une convention sera exécuté en gré-à-gré. La demande d'exécution est en cours de finalisation pour transmission au MINMAP.

V. Difficultés et recommandations

Les principales difficultés rencontrées sont:

- des retards dans le processus de contractualisation ;
- les crédits en subventions alloués aux structures sous-tutelle du MINSEP ne peuvent faire l'objet de transfert au profit desdits structures, en raison de l'interdiction du MINFI de mobiliser les crédits dans les comptes trésors.

Les principales recommandations formulées sont:

- accélérer la procédure de contractualisation des projets concernés ;
- poursuivre les procédures de contractualisation des projets bénéficiant des crédits en subvention au niveau local et transmettre les marchés validés au niveau central pour apposition du visa budgétaire

Par ailleurs, la décision de mise en place du cadre de concertation mensuelle pour la bonne exécution du BIP a été signée.

I7-Ministère de la Communication

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mars

Le taux d'engagement au 31 mars 2018 est de 42,55%, contre 0% à la même période de l'année dernière.

Tableau I : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

	DOTATION, COURANTE		ENG. CP	% ENG. CP
	AE	CP		
Gestion centrale	1 410 000	1 410 000	600 000	42,55
Subventions	600 000	600 000	600 000	100,00
Autres Crédits à gestion centrale	810 000	810 000		
Total MINCOM	1 410 000	1 410 000	600 000	42,55

II. Situation d'exécution des crédits en subventions

Les crédits en subventions d'investissement ont été engagés au profit des projets suivants :

- Contrat plan Etat/Imprimerie Nationale :
 - acquisition Massicot avec ouverture 80 cm Polar D 80 plus d'un montant FCFA de FCFA 140 million;
 - acquisition d'une piqueuse à deux tête à plat à cheval Foelimer JW-2H d'un montant de FCFA 60 millions.
- Contrat plan Etat/SOPECAM (FCFA 400 millions).

III. Situation d'exécution des projets à financement conjoint

Le MINCOM a saisi le MINEPAT pour la création de la tâche *Fond de contrepartie pour le projet MINCOM-UNICEF*. Le virement de crédits d'un montant de FCFA 15 000 000 sera effectué au profit de ce projet.

La tâche *Provisions pour arriérés et diverses prestations au MINCOM*, d'une dotation de FCFA 100 millions a également été créée.

IV. Situation de la contractualisation des projets

La situation de contractualisation ci-dessous présentée accuse d'importants retards. Deux DAO ne sont pas encore transmis en Commission de Passation des Marchés.

Tableau 3 : situation de la passation des marchés

Nombre de projets recensés	07
DAO attendus en commission	07
DAO disponibles	05
DAO transmis en commission	05
AO lancés	02
Marchés attribués	00

V. Difficultés rencontrées et recommandations

La principale difficulté relevée au MINCOM est le retard dans le processus de contractualisation des projets en raison des retards dans la transmission par les services technique des éléments techniques indispensables à la confection des DAO.

Par ailleurs, la décision de mise en place du cadre de concertation mensuelle pour la bonne exécution du BIP n'est pas encore signée.

I8-Ministère de l'Enseignement Supérieur

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mars

Tableau I : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

MINRESI	DOTATION. COURANTE		ENG. CP	% ENG. CP
	AE	CP		
Subventions	10 833 166	7 904 785	2 939 785	37,19
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	240 000	240 000	0	0
Fonds de Contrepartie en taxes et droits de douane	-	-	-	-
Autres Crédits à gestion centrale	2 060 215	2 060 215	200 000	9,71
Total MINESUP	13 133 381	10 205 000	3 139 785	30,77

Le niveau des engagements des subventions aux MINESUP a connu un retard 2017 (37,19 en mars 2018 contre 98,96 en mars 2017). Le taux d'engagement des Fonds de Contreparties est nul et est le même que celui de la même période en 2017. L'engagement des autres crédits à gestion centrale a été plus rapide en 2017 qu'en 2018 (9,71% des engagements en mars 2018 contre 17,86% en mars 2017).

II. Situation d'exécution des crédits en subventions

La codification en mode Gestion Centrale rend difficile l'exécution des crédits de Subvention alloués aux Universités.

III. Situation d'exécution des projets à financement conjoint (cas échéant)

Aucun crédit en fonds de contrepartie n'est engagé au 31 mars au MINESUP.

IV. Situation de la contractualisation des projets

Tableau 3 : Situation de la passation des marchés

Nombre de projets recensés	08
DAO attendus en commission	10
DAO disponibles	10
DAO transmis en commission	10
AO lancés	00
Marchés attribués	00

Le processus de contractualisation connaît des retards, au regard du plan de passation des marchés qui indique que tous les marchés doivent être signés au plus tard le 30 Avril. Ceci est due à la non disponibilité ou à la disponibilité tardive des spécifications techniques.

Aucun gré à gré ou accord de déblocage n'est attendu du MINMAP

V. Difficultés et recommandations

Comme principale difficulté, on note la faible remontée des informations sur l'exécution de certains projets.

En vue d'assurer la bonne exécution de tous les projets au MINESUP, il serait judicieux de :

- prendre des dispositions nécessaires, pour rendre disponibles les spécifications techniques dès l'entame de l'exercice budgétaire ;
- organiser une concertation avec le MINEPAT, MINFI (DGB) et le MINESUP au sujet de la des crédits de subventions en investissement ;
- mettre en place un mécanisme qui permet de remonter régulièrement l'information sur l'exécution du BIP.

I9-Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mars

Tableau 1 : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

MINRESI	DOTATION. COURANTE		ENG. CP	% ENG. CP
	AE	CP		
Subventions	2 860 000	2 860 000	2 798 000	97,83
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	-	-	-	-
Fonds de Contrepartie en taxes et droits de douane				
Autres Crédits à gestion centrale	635 963	635 963	0	0
Total MINRESI	3 495 963	3 495 963	2 798 000	80,04

Le niveau des engagements des subventions aux MINRESI connaît un léger retard par rapport à celui de la même période à l'année précédente (97,83% en mars 2018 contre 100% en mars 2017). L'engagement des autres crédits à gestion centrale est nul et identique à celui de la même période de l'année dernière.

II. Situation d'exécution des crédits en subventions (cas échéant)

Les décisions d'engagement sont conformes pour les projets dont les crédits sont engagés.

III. Situation d'exécution des projets à financement conjoint (cas échéant)

Le MINRESI ne bénéficie d'aucun crédit en Fonds de contrepartie.

IV. Situation de la contractualisation des projets

Tableau 3 : Situation de la passation des marchés

DAO attendus en commission	17
DAO disponibles	13
DAO transmis en commission	13
AO lancés	11
Marchés attribués	06

Le processus de contractualisation connaît des retards, au regard du plan de passation des marchés qui indique que tous les marchés doivent être signés au plus tard le 30 Avril. Néanmoins, deux marchés sont signés au 31 mars au MINRESI.

V. Difficultés et recommandations

Comme principale difficulté, on note:

-la faible remontée des informations sur l'exécution de certains projets ;

-l'absence d'un cadre de concertation mensuelle pour la bonne exécution du BIP.

En vue d'assurer la bonne exécution de tous les projets au MINRESI, il serait judicieux de :

- accélérer les procédures de contractualisation ;

-mettre en place un mécanisme permettant une remontée régulière de l'information sur l'exécution du BIP ;

-mettre en place un cadre de concertation mensuelle pour assurer la bonne exécution du BIP.

20-Ministère des Finances

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mars

Au 31 mars 2018, la situation de l'exécution du BIP au MINFI indique une tendance haussière comparativement au 28 février. En effet le taux d'engagement au 31 mars se situe à 8,06% contre 7,46% au 28 février ; soit un gain de 0,6 point. Le taux d'engagement des crédits à gestion centrale se situe à 10,10%, celui des crédits délégués reste toujours nul.

Tableau I : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

Mode de gestion	Dot. AE	Dot CP	ENG. CP	LIQ.	ORD.	%ENG. CP	%LIQ	%ORD
Ressources internes	9 517 293	5 308 293	468 333	468 333	85 000	8,82	8,82	1,60
Gestion centrale	8 953 293	4 618 293	468 333	468 333	85 000	10,14	10,14	1,84
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	100,00	100,00	100,00
Ressources internes spéciales(C2D)	1 123 293	1 123 293	-	-	-	-	-	-
Autres crédits à gestion centrale	7 795 000	3 460 000	433 333	433 333	50 000	12,52	12,52	1,45
Crédits délégués	564 000	690 000	-	-	-	-	-	-
Délégations automatiques	564 000	690 000	-	-	-	-	-	-
Ressources externes	500 000	500 000	-	-	-	-	-	-
Total	10 017 293	5 808 293	468 333	468 333	85 000	8,06	8,06	1,46

II. Situation de la contractualisation des projets

Tableau 3 : Situation de la passation des marchés

La contractualisation des projets du BIP 2018 du MINFI au 31 mars est encourageante, comparativement à la situation observée au 28 février qui affichait la transmission d'aucun DAO en Commission.

Par ailleurs, 03 Appels d'offres sur les 06 lancés ont été infructueux, 01 marché est en cours d'attribution. Les AO infructueux sont ceux des projets « Acquisition de 04 groupes électrogènes au profit des services des douanes », « Acquisition d'un véhicule de fonction pour le SG ».et « Acquisition d'un véhicule utilitaire de liaison pick up 4x4 ».

Par ailleurs, 04 projets seront exécutés en régie.

Le tableau ci-dessous récapitule cette situation.

Nombre de projets recensés	13
DAO attendus	09
DAO disponibles	09
DAO transmis en commission	08
AO lancés	06
Marchés attribués	03
Marchés signés	00

III. Difficultés et recommandations

En dépit de la signature par le MINEPAT d'une lettre circulaire instruisant les cadres de concertation mensuelle au sein des départements ministériels, des actions concrètes tardent pour la formalisation du cadre au sein du MINFI.

21-Ministère du Commerce

I. Situation d'exécution du BIP

Le taux d'engagement des crédits à Gestion Centrale au 31 mars 2018 est de 30,58% contre 0,33% à la même période en 2017. Taux d'engagement des crédits du BIP par mode de gestion est résumé dans le tableau ci-après :

Tableau I : Le taux d'engagement des crédits du BIP par mode de gestion

Mode de Gestion	Dotation Courante (milliers de FCFA)		Taux d'engagement(%)
	AE	CP	
Gestion Centrale	896 476	896 476	30,58
Autres crédits à gestion centrale	646 576	646 576	3,76
Subventions	249 900	249 900	100,00
Crédit Délégué	1 196 401	1 196 401	0,63
Total MINCOMMERCE	2 092 877	2 092 877	14,17

II. Situation de la passation des marchés

DAO attendus	06
DAO reçus	01
AO lancés	01
Marchés attribués	00
Demandes en régie	02
marchés signés	00

Le processus de contractualisation connaît un retard, au regard du plan de passation des marchés qui indique que tous les marchés doivent être signés au plus tard le 30 Avril.

Les deux (2) demandes d'exécution en régie sus mentionnées sont :

- l'élaboration des profils des partenaires commerciaux, dans la perspective de satisfaire de façon optimale la demande y afférente ;
- l'élaboration du système numérisé de contrôle.

III. Principales difficultés rencontrées et propositions de solutions

Les principales difficultés relèvent d'abord du fait que quatre (4) DAO n'ont pas été transmis en Commission de Passation de Marchés. Il s'agit des marchés suivants :

- l'acquisition du matériel métrologique de travail ;
- l'élaboration du schéma directeur informatique ;
- le renforcement du déploiement du SYGERME ;
- le développement de l'application informatique intégrante SYGEP dans PROBMIS et mise en ligne.

Ensuite, on peut citer les difficultés sur :

- l'impossibilité du suivi des crédits délégués à partir de l'Application PROMIS ;
- la lenteur dans la procédure d'obtention des demandes de non objection.

En effet, on pourrait mentionner le projet d'acquisition d'un équipement métrologique mobile (camion étalon) d'un montant de FCFA 350 000 qui connaît des difficultés dans son exécution. Effet, des retards sont observés dans le processus d'obtention des autorisations de régularisation du marché signé en 2017.

Des recommandations ont été formulées dans le but de pallier certaines de ces difficultés, à savoir :

- suivre les dossiers de demande de non objection auprès du MINFI des procéder au gré à gré pour le marché de l'acquisition du matériel métrologique de travail

22-Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mars

La situation de l'exécution du BIP du MINEPAT affiche un taux d'engagement de 0,14% contre 0% au 28 février. Le taux d'engagement des crédits à gestion centrale est de 0,22%.

Tableau 1 : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

Mode de gestion	Dot.AE	Dot. CP	ENG. CP	LIQ.	ORD.	%ENG. CP	%LIQ	%ORD
Ressources internes	23 076 286	20 782 892	44 884	40 221	40 221	0,22	0,19	0,19
Gestion centrale	22 444 326	20 150 932	44 884	40 221	40 221	0,22	0,20	0,20
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	4 024 897	4 024 897	-	-	-	-	-	-
Fonds de Contrepartie en taxes et droits de douane	500 000	500 000	-	-	-	-	-	-
Subventions	5 296 107	5 296 107	-	-	-	-	-	-
Ressources internes spéciales(C2D)	2 261 888	2 261 888	-	-	-	-	-	-
Autres crédits à gestion centrale	10 361 434	8 068 040	44 884	40 221	40 221	0,56	0,50	0,50
Crédits délégués	631 960	631 960	-	-	-	-	-	-
Délégations automatiques	631 960	631 960	-	-	-	-	-	-
Ressources externes	10 950 000	10 950 000	-	-	-	-	-	-
Total	34 026 286	31 732 892	44 884	40 221	40 221	0,14	0,13	0,13

II. Situation de la contractualisation des projets

Au regard du plan de passation des marchés qui stipule que tous les marchés doivent être signés avant le 30 avril, la situation de contractualisation accuse d'importants retards.

Ces retards s'expliqueraient par le changement des membres de la commission ministérielle de passation des marchés dans ce département ministérielle et dont l'installation n'a pas été immédiate.

- 04 DAO sont encore attendus en commission.
- 05 projets seront exécutés en régie

Le tableau ci-dessous récapitule la situation de la contractualisation des projets du BIP 2018 du MINEPAT au 31 mars.

Tableau 3 : Situation de la passation des marchés

Nombre de projets recensés	45
DAO attendus	20
DAO disponibles	16
DAO transmis en commission	08
AO lancé	04
Marchés attribués	00

III. Difficultés et recommandations

La tenue du cadre ministériel de concertation mensuelle pour la bonne exécution du BIP au MINEPAT n'est pas encore effective. Toutefois, les démarches sont entreprises pour sa mise en place.

De même, l'engagement des crédits en subvention et des FCP connaît des difficultés dues au fait que l'application PROBMIS ne prend pas en compte le prélèvement des taxes à la source exigée lors de l'élaboration des décisions des débloquages des FCP et subventions.

23-Ministère du Tourisme et des Loisirs

I. Situation d'exécution du BIP

Le taux d'engagement des crédits à gestion centrale au 31 mars est de 0%, contre 1,29% à la même période en 2017. Le Taux d'engagement des crédits du BIP par mode de gestion est résumé dans le tableau ci-après

Tableau I : Le taux d'engagement des crédits du BIP par mode de gestion

Mode de gestion	Dotation Courante (milliers de FCFA)		Taux engagement (%)
	AE	CP	
Ressources internes	6 070 000	6 070 000	0
Gestion centrale	4 375 100	4 375 100	0
Autres crédits à gestion centrale	4 375 100	4 375 100	0
Crédits délégués	1 694 900	1 694 900	0
Délégations automatiques	494 900	494 900	0
Ressources transférées aux CTD	1 200 000	1 200 000	0
TOTAL	6 070 000	6 070 000	0

II. Situation de la passation des marchés

Tableau 3 : Situation de la passation

Projets recensés	41
DAO attendus	41
DAO reçus	30
AO lancés	27
Marché attribué	13
Marchés notifiés	00
gré à gré	04

Les quatre (4) demandes de gré à gré sus mentionnées sont :

- la poursuite des travaux de construction du complexe du centre intégré de Meyomessala
- la construction et l'équipement d'une structure d'hébergement à la station nautique de Maga ;
- la poursuite d'aménagement de la clôture du jardin en haie vive et voie d'accès au parc récréatif d'Ebolowa ;
- la collecte des coordonnées GPS des sites touristiques dans les Régions du Nord et de l'Extrême-Nord.

III. Principales difficultés rencontrées et propositions de solutions

Les principales difficultés sont :

- six (6) marchés sont encore en attente de spécifications techniques ;
- deux (2) demandes de modification de quantité et devis envoyées au MINEPAT ;
- absence d'un cadre de concertation mensuelle pour la bonne exécution du BIP.

Des recommandations ont été formulées dans le but d'adresser ces difficultés. Il s'agit de:

- accélérer la procédure de contractualisation des projets du BIP ;
- mettre en place un cadre de concertation mensuelle pour la bonne exécution du BIP.

25-Ministère des Enseignements Secondaires

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mars

Tableau 1 : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

MINESEC	DOTATION. COURANTE		ENG. CP	% ENG. CP
	AE	CP		
Subventions	-	-	-	-
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	685 529	685 529	611 162	89,15
Fonds de Contrepartie en taxes et droits de douane	800 000	800 000	0	0
Autres Crédits à gestion centrale	2 213 162	3 393 162	149 996	4,42
Total MINESEC	3 698 691	4 878 691	761 158	30,77

Le taux d'engagement des Fonds de Contrepartie s'est nettement amélioré par rapport à celui de la même période de l'exercice 2017 (89,16% en mars 2018 contre 0% en mars 2017). L'engagement des autres crédits à gestion centrale a connu une légère amélioration en 2018 par rapport à l'exercice 2017 (4,2% des engagements en mars 2018 contre 0% en mars 2017).

II. Situation d'exécution des crédits en subventions

Le MINESEC Ne dispose d'aucun pas de crédit en subvention.

III. Situation d'exécution des projets à financement conjoint (cas échéant)

Tableau 3 : Projets à financement conjoint rencontrant des difficultés (en milliers de FCFA)

	DOTATION COURANTE FCP		Difficultés
	AE	CP	
Construction et équipement du Lycée Professionnel d'Ekounou	31 225	31 225	Mémoire de dépense non approuvé par le MINEPAT Unité de Gestion et du Comité de Pilotage du Projet en attente de mise en place.
Construction du Lycée Professionnel de Douala-akwa (Contrepartie)	23 310	23 310	Unité de Gestion et du Comité de Pilotage du projet en attente de mise en place.
TOTAL MINESEC	54 535	54 535	0

Les décisions d'engagement sont conformes pour les projets dont les crédits sont engagés.

IV. Situation de la contractualisation des projets

Tableau 3 : Situation de la passation des marchés

DAO attendus en commission	27
DAO disponibles	19
DAO transmis en commission	19
AO lancés	13
Marchés attribués	03

Le MINESEC accuse un énorme retard dans la contractualisation de ses marchés avec moins de 50% d'attribution au 31 mars 2018. De plus, aucun accord de régis ou de gré à gré n'est attendu du MINMAP.

V. Difficultés et recommandations

Comme principales difficultés, nous pouvons citer :

- l'absence d'un cadre de concertation ;
- la faible remontée des informations sur l'exécution de certains projets ;
- les difficultés à engager les crédits alloués aux projets pluriannuels ayant les Autorisations d'Engagement nulles.

En vue d'assurer la bonne exécution de tous les projets, il serait judicieux:

- accélérer les procédures de contractualisation ;
- mettre en place un cadre de concertation pour assurer la bonne exécution du BIP ;
- mettre en place un mécanisme qui permet une remontée régulière de l'information sur l'exécution du BIP ;
- accélérer la mise à disposition des crédits de fonds de contrepartie ;
- saisir le MINFI pour la mise à jour de l'application PROBMIS, en vue d'engager les crédits alloués aux projets pluriannuels ayant les Autorisations d'Engagement nulles.

26-Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mars

La situation de l'exécution financière du BIP au 31 mars affiche des taux globaux d'engagement et d'ordonnancement égaux à 42,53% contre 7,11% au 28 février, soit une hausse 35,42 points. En outre, les Fonds de Contrepartie en dépenses réelles et les subventions en investissement ont été entièrement ordonnancés.

Tableau I : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

Mode de gestion	Dot.AE	Dot. CP	Eng. CP	LIQ.	ORD.	%ENG. CP	%LIQ	%ORD
Ressources internes	3 440 857	3 140 000	1 441 692	1 441 692	1 441 692	45,91	45,91	45,91
Gestion centrale	2 446 356	2 446 356	1 441 000	1 441 000	1 441 000	58,90	58,90	58,90
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	100,00	100,00	100,00
Subventions	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	100,00	100,00	100,00
Autres crédits à gestion centrale	1 231 356	1 231 356	226 000	226 000	226 000	18,35	18,35	18,35
Crédits délégués	994 501	693 644	692	692	692	0,10	0,10	0,10
Délégations automatiques	223 644	223 644	692	692	692	0,31	0,31	0,31
Ressources transférées aux CTD	770 857	470 000	-	-	-	-	-	-
Ressources externes	250 000	250 000	-	-	-	-	-	-
Total	3 690 857	3 390 000	1 441 692	1 441 692	1 441 692	42,53	42,53	42,53

II. Situation de la contractualisation des projets

Cette situation de contractualisation a enregistré une nette progression par rapport à celle observée au 28 février 2018. Au regard du plan de passation des marchés qui stipule que tous les marchés doivent être signés avant le 30 avril, la situation de contractualisation accuse d'importants retards.

Le tableau ci-dessous présente la situation de la contractualisation des projets du BIP 2018 du MINJEC au 28 février.

Tableau 3 : Situation de la passation des marchés

Nombre de projets recensés	09
DAO attendus	09
DAO disponibles	09
DAO transmis en commission	09
AO lancés	06
Marchés attribués	09
Marchés signés	00

III. Difficultés et recommandations

La tenue du cadre ministériel de concertation mensuelle pour la bonne exécution du BIP au MINJEC n'est pas encore effective. Toutefois, les démarches sont entreprises pour sa mise en place.

28-Ministère de l'Environnement de la Nature et du Développement Durable

I. Présentation globale du BIP 2018 du MINEPDED

Au cours de l'exercice 2018, le MINEPDED bénéficie d'un budget d'investissement public global de **F CFA 3 532 millions** dont **F CFA 1 950 millions** en ressources internes. Par rapport à l'exercice 2017, ce budget est en diminution de plus de 1,5 milliards de F CFA. Le tableau ci-après fait la synthèse de la ventilation du budget du MINEPDED par mode de gestion.

Tableau 1 : Situation d'exécution du BIP 2018 du MINEPDED au 31 mars 2018.

Mode de gestion	Dotation (en milliers de F CFA)		% ENG
	AE	CP	
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	370 200	370 200	0
Subventions	40 000	40 000	0
Autres crédits à gestion centrale	685 875	685 875	0
Délégations Automatiques	274 240	274 240	0
Ressources Transférées	580 000	580 000	0
Financements Extérieurs	1 581 750	1 581 750	0
Total	3 532 065	3 532 065	0

Au 31 mars 2018, aucun engagement n'a encore été effectué dans le BIP du MINEPDED. Cette situation est identique à celle observée au cours de l'exercice 2017 à la même période.

II. Situation de l'exécution des crédits des subventions d'investissement du BIP 2018

Au cours de l'exercice 2018, l'Observatoire National sur les Changements Climatiques (ONACC) a bénéficié des crédits de subventions d'investissement pour un montant de F CFA 40 000 000.

Cependant, au 31 mars 2018, la décision de mise à disposition de cette subvention n'est toujours pas signée.

III. Situation de l'exécution des projets à financement conjoint du BIP 2018

Le montant des fonds de contrepartie alloués aux projets à financement conjoint s'élève à F CFA 370 200 000, au titre de l'exercice 2018.

De même que les crédits dédiés aux subventions d'investissement, les décisions de mise à disposition ne sont toujours pas signées.

IV. Situation de la contractualisation des projets

Pour le compte de l'exercice 2018, le MINEPDED enregistre dans le cadre du BIP, 12 projets relevant de la CPM. Le tableau ci-après en résume la situation au 31 mars 2018.

Tableau 2 : Situation de la passation des marchés au 31 mars 2018.

Nombre de projets recensés	12
DAO attendus en commission	12
DAO disponibles	12
DAO transmis en commission	11
AO lancés	00
Marchés attribués	00

Au 31 mars 2018, aucun marché n'a été attribué par la commission.

Par ailleurs, la lettre de demande d'autorisation de régie pour les activités liées à l'appui de la mise en œuvre de l'opération sahel vert a déjà été transmise au MINMAP.

V. Difficultés et recommandations

Les principales difficultés observées dans l'exécution du BIP du MINEPDED au 31 mars 2018 sont les suivantes :

- i) difficultés à exécuter certaines activités qui ont été budgétisées avec une enveloppe globale, sans déclinaison des différentes tâches ;
- ii) retard dans les procédures de contractualisation ;
- iii) absence d'un cadre de concertation mensuelle sur l'exécution du BIP.

A cet effet, au terme de cette revue, les recommandations suivantes ont été formulées au MINEPDED :

- entreprendre une concertation avec le MINEPAT et le MINFI afin de décliner en tâches, les activités du BIP budgétisées avec des enveloppes globales ;
- accélérer les procédures de contractualisation des projets du BIP ;
- mettre en place un cadre de concertation mensuelle pour la bonne exécution du BIP.

29-Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique

I. Situation d'exécution du BIP

Le taux d'engagement des crédits à Gestion Centrale du MINMIDT au 31 mars est de 3,80% contre 52,38% à la même période en 2017. Le taux d'engagement des crédits du BIP par mode de gestion est résumé dans le tableau ci-après :

Tableau I : Le taux d'engagement des crédits du BIP par mode de gestion

Mode de Gestion	Dotation Courante (milliers de FCFA)		Taux d'engagement(%)
	AE	CP	
Gestion Central	1 26 000	1 26 000	3,80
Fonds de Contrepartie	200 000	200 000	0,00
Autres crédits à gestion centrale	270 000	270 000	18,52
Subventions	730 000	730 000	0,00
Crédit Délégué	0	0	0,00
Total MINMIDT	4 826 000	4 826 000	1,04

Le retard dans l'engagement des crédits de subvention et FCP se justifie par l'indisponibilité des mémoires de dépenses de certaines structures. La déductibilité des impôts et taxes dans les mémoires de dépenses des subventions et FCP est également à l'origine des retards observés dans l'engagement des crédits y afférents.

II. Situation de la passation des marchés

Tableau 3 : Situation de la passation

Projets recensés	08
DAO attendus	08
DAO reçus	07
AO lancés	06
Marchés attribués	03
Marchés signés	02

La procédure de contractualisation connaît des retards, au regard du plan de passation des marchés qui indique que tous les tous les marchés doivent être signés au plus tard le 30 Avril.

III. Principales difficultés rencontrées et propositions de solutions.

Les Principales difficultés sont les suivantes :

- l'indisponibilité de certains mémoires de dépenses relatifs aux subventions des organismes (CAPAM et ONZFI) retarde la signature des décisions pour l'engagement des ressources ;
- retard dans la transmission des spécifications techniques de certains projets pour l'élaboration des DAO à transmettre en Commission de Passation des Marchés

Ainsi, la solution envisagée est de rendre disponible toutes les spécifications techniques dès l'entame de l'exercice budgétaire.

30-Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

I. Présentation du BIP 2018 du MINADER

Le MINADER dispose pour le compte de l'exercice 2018 d'un Budget d'Investissement Public de **F CFA 52 120 millions** en Autorisation d'Engagement et de **F CFA 51 350 millions** en Crédit de Paiement. Les Ressources Internes globales sont de **F CFA 27 087 millions**. Par rapport à l'exercice 2017, le BIP du MINADER est en baisse de plus de 25 milliards de F CFA.

Tableau 1 : Situation d'exécution du BIP 2018 du MINADER au 31 mars 2018 (en milliers de FCFA)

Mode de gestion	Dotation (en milliers de F CFA)		Engagement	
	AE	CP	Montant	%
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	3 334 200	3 334 200	0	0
Fonds de Contrepartie en taxes et droits de douanes	900 000	900 000	0	0
Subventions	2 771 200	2 771 200	130 000	4,69
Projets C2D	6 352 745	6 352 745	0	0
Autres crédits à gestion centrale	7 646 000	6 876 000	621 399	8,98
Délégations Automatiques	352 801	352 801	4 548	1,29
Ressources Transférées	6 500 000	6 500 000	0	0
Financements Extérieurs	24 263 000	24 263 000	0	0
Total	52 119 946	51 349 946	755 947	1,47

Au 31 mars 2018, **FCFA 755 947 000** ont été engagés dans le BIP du MINADER, soit un taux d'engagement global de 1,47% ; essentiellement en crédits à gestion centrale (**FCFA 751 399**).

II. Situation de l'exécution des crédits des subventions d'investissement du BIP 2018

Au cours de l'exercice 2018, les subventions d'investissement s'élèvent à un montant de F CFA 2 771 200 000.

Cependant, au 31 mars 2018, aucune décision de mise à disposition des subventions d'investissement n'a encore été signée.

III. Situation de l'exécution des projets à financement conjoint du BIP 2018

Le montant des fonds de contrepartie alloué aux projets à financement conjoint s'élève à F CFA 3 334 millions, au titre de l'exercice 2018.

Contrairement aux crédits dédiés aux subventions d'investissement, quatre (04) décisions de déblocage des fonds de contrepartie ont été signées.

IV. Situation de la contractualisation des projets

Pour le compte de l'exercice 2018, le compte 42 projets relevant de la CPM. Le tableau ci-après en résume la situation de la passation au 31 mars 2018.

Tableau 2 : Situation de la passation des marchés au 28 février 2018.

Nombre de projets recensés	42
DAO attendus en commission	42
DAO transmis en commission	36
AO lancés	17
Marchés attribués	03

Au 31 mars, 10 projets ont obtenu l'autorisation de régie. Et aucune demande de gré à gré n'a été formulée.

Au regard du Journal de Passation des Marchés, le MINADER accuse un retard dans le processus de contractualisation.

V. Difficultés et recommandations

Les principales difficultés observées dans l'exécution du BIP du MINADER au 31 mars 2018 sont : (i) l'attente de l'accord du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, pour l'acquisition des véhicules pour les services centraux, (ii) le retard dans la transmission des mémoires de dépenses par les chefs de projets à financement conjoint et des cahiers de charges pour les projets bénéficiant de subventions et (iii) la non-conformité des décisions transmises par les services techniques du MINADER pour engagement et leur retour pour correction.

31-Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales

I. Présentation du BIP 2018 du MINEPIA

L'exécution du budget d'investissement public 2018 à gestion centrale du MINEPIA, évalué à **FCFA 6 975 542 000**, n'a toujours pas entièrement démarré au terme du premier trimestre 2018.

II. Situation d'exécution du BIP 2018 du MINEPIA

Rendu au 31 mars 2018, les crédits de subventions restent non engagés, et les Fonds de Contrepartie ne le sont qu'à hauteur de 94%. S'agissant des ressources internes, seuls les crédits alloués au projet « recensement Général de l'Agriculture et de l'élevage » (**FCFA 400 millions**) ont fait l'objet d'engagement. Cette situation est cependant meilleure que celle de l'année dernière à la même période (6,67 %).

Tableau 1 : Présentation de l'exécution du BIP 2018 du MINEPIA (en milliers de FCFA) au 31 mars 2018

Mode de Gestion	Dotations (en milliers de FCFA)			
	AE	CP	Eng CP	Eng CP (%)
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	364 000	364 000	344 000	94,51
Fonds de Contrepartie en taxes et droits de douane	400 000	400 000	0	0
Subventions	250 000	250 000	0	0
Projets C2D	5 090 510	5 090 510	0	0
Autres crédits à gestion centrale	871 032	871 032	400	100
Totaux crédits à gestion centrale	6 975 542	6 975 542	744 000	10,67

III. Situation de contractualisation

Le MINEPIA dispose pour le compte de l'exercice 2018 de 12 projets faisant l'objet de passation des marchés. Pour rappel, en début d'exercice, 13 marchés avaient fait l'objet de programmation dans le journal de programmation des marchés Publics du MINEPIA. Par ailleurs, le marché relatif à la « finalisation de la construction d'une baie vitrée du bâtiment central du MINEPIA », budgétisé dans le BIP 2018 du MINADER a été annulé et un virement des crédits y relatifs est envisagé au profit de la « construction d'un bâtiment à usage de magasin

central et de salle de magasin », ainsi qu'aux études y correspondantes.

La situation des DAO du MINEPIA au 31 mars 2018 est la suivante :

Tableau 2 : Situation de la passation des marchés

Indicateur	valeur
Nombre de DAO/Dossiers de consultation attendus	12
Nombre de DAO/Dossiers de consultation transmis en commission (CMPM, CCPM)	08
Nombre de DAO/Dossiers de consultation examinés en commission (CMPM, CCPM)	08
Nombre d'Appels d'Offres publiés	01
% lancement	12.5%

IV. Difficultés rencontrées dans l'exécution du BIP du MINEPIA et solutions envisagées

Difficultés

- ✓ lenteurs observées dans la procédure de passation des marchés ;
- ✓ retard dans l'engagement des crédits des subventions du fait de la transmission tardive des cahiers de charges ;
- ✓ retard dans l'engagement des fonds de contrepartie du fait de la transmission tardive des mémoires de dépenses y afférents ;
- ✓ faible remontée des données sur l'exécution des crédits délégués et des ressources externes.

Solutions envisagées :

- ✓ accélérer la procédure de contractualisation des marchés ;
- ✓ envisager, au sein du MINEPIA, une plateforme de remontée des données d'exécution des crédits délégués et des financements extérieurs ;
- ✓ redynamiser le cadre de concertation mensuelle sur l'exécution du BIP, mis en place dans les services centraux.

32-Ministère de l'Eau et de l'Energie

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mars

Le niveau des engagements des subventions au MINEE est de 100% et est supérieur à celui de la même période de l'année précédente qui était de 20,34%. L'engagement des Fonds de Contreparties a aussi connu une nette amélioration par rapport à celui de la même période de l'année précédente qui se situait à 0%. L'engagement des autres crédits à gestion centrale est nul et est inférieur à celui de la même période de l'année dernière qui se situait à 1,24%.

Tableau I : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

MINEE	DOTATION. COURANTE		ENG. CP	% ENG. CP
	AE	CP		
Subventions	500 000	500 000	500 000	100
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	21 771 946	21 771 946	11 644 700	53,48
Fonds de Contrepartie en taxes et droits de douane	11 400 000	11 400 000	-	-
Autres Crédits à gestion centrale	13 306 267	6 256 267	0	0
Total MINEE	46 978 213	39 928 213	12 144 700	30,42

II. Situation d'exécution des crédits en subventions

Les décisions d'engagement sont conformes, pour les projets dont les crédits sont engagés.

III. Situation d'exécution des projets à financement conjoint

Les cahiers de charges de certains projets ne sont toujours pas disponibles, ce qui ralentit le niveau des engagements des crédits en fonds de contrepartie.

IV. Situation de la contractualisation des projets

Tableau 3 : Situation de la passation des marchés

DAO attendus en commission	31
DAO disponibles	30
DAO transmis en commission	30
AO lancés	28
Marchés attribués	00

Le processus de contractualisation connaît des retards, au regard du plan de passation des marchés qui indique que tous les marchés doivent être signés au plus tard le 30 Avril.

V. Difficultés et recommandations

Comme principales difficultés, on note :

- les retards dans l'exécution des Crédits de Fonds de Contrepartie en raison de la non mobilisation desdits crédits ;

- l'absence d'un cadre de concertation mensuelle.

En vue d'assurer la bonne exécution de tous les projets au MINEE, il serait judicieux :

- accélérer les procédures de contractualisation ;

- accélérer la mise à disposition des crédits de fonds de contrepartie ;

- mettre en place un cadre de concertation mensuelle pour assurer la bonne exécution du BIP.

33-Ministère des Forêts et de la Faune

I. Présentation du BIP 2018 du MINFOF

Le MINFOF dispose pour le compte de l'exercice 2018 d'un Budget d'Investissement Public de F CFA 9 421 millions en Autorisation d'Engagement dont F CFA 6 358 millions de Crédits de Paiement. Les Crédits de Paiement sont en hausse de près de 1,2 milliards de F CFA par rapport à l'exercice 2017.

Tableau I : Situation d'exécution du BIP 2018 du MINFOF (en milliers de FCFA) au 31 mars 2018

Mode de gestion	Dotation (en milliers de F CFA)		%ENG
	AE	CP	
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	64 000	64 000	0
Subventions	437 000	437 000	0
Autres crédits à gestion centrale	7 114 581	4 052 000	0
Ressources Transférées	300 000	300 000	0
Financements Extérieurs	1 505 250	1 505 250	0
Total	9 420 831	6 358 250	0

Au 31 mars 2018, aucun engagement n'a encore été effectué dans le BIP du MINFOF. Cette situation est identique à celle observée au cours de l'exercice 2017 à la même période.

II. Situation de l'exécution des crédits des subventions d'investissement du BIP 2018

Au cours de l'exercice 2018, le projet de mise en œuvre du Contrat Plan Etat/ANAFOR a bénéficié des crédits de subvention d'investissement pour un montant de F CFA 437 000 000.

III. Situation de l'exécution des projets à financement conjoint du BIP 2018

Le montant des fonds de contrepartie alloué aux projets à financement conjoint s'élève à F CFA 64 000 000, au titre de l'exercice 2018.

De même que les crédits dédiés aux subventions d'investissement. Les décisions de mise à disposition ne sont toujours pas signées.

IV. Situation de la contractualisation des projets

Pour le compte de l'exercice 2018, le MINFOF n'a qu'un seul projet à gestion centrale à réaliser à savoir l'acquisition de véhicule pour lequel l'Accord du Premier Ministre, Chef du gouvernement a été obtenu et le donc le marché est été attribué à date.

V. Difficultés et recommandations

Le MINFOF rencontre certaines difficultés dans l'exécution du BIP. Il s'agit notamment de :

- difficultés à exécuter les crédits en subvention d'investissement et les fonds de contrepartie ;
- retards dans le paiement des décomptes ;
- absence d'un cadre de concertation mensuelle pour la bonne exécution du BIP ;
- statut de Bureau de Contrôle Technique de l'entreprise ECOPE SARL contesté par le MINTP, Ingénieur dudit marché.

A Cet effet, une première mesure consistera à mettre sur pieds un cadre de concertation mensuelle sur l'exécution du BIP au MINFOF.

35- Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mars

Le niveau des engagements des subventions aux MINFOPRA est supérieur à celui de la même période à l'année précédente qui était de 76,92%. L'engagement des Fonds de contreparties est resté inchangé par rapport à celui de la même période de l'année précédente qui se situait aussi à 0%. L'engagement des autres crédits à gestions centrales est nul et est inférieur à celui de la même période de l'année dernière qui se situait à 4,14%.

Tableau I : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

MINFOPRA	DOTATION. COURANTE		ENG. CP	% ENG. CP
	AE	CP		
Subventions	708 000	708 000	600 000	84,75
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	118 680	118 680	0	0
Fonds de Contrepartie en taxes et droits de douane	100 000	100 000	-	-
Autres Crédits à gestion centrale	2 526 078	1 126 103	0	0
Total MINFOPRA	3 893 561	2 493 586	600 000	30,42

II. Situation d'exécution des crédits en subventions

Les décisions d'engagement sont conformes pour les projets dont les crédits sont engagés. Les subventions allouées aux CFP Privé sont à hauteur de 100 000 000 FCFA et ne sont toujours pas engagées.

III. Situation d'exécution des projets à financement conjoint

Les cahiers de charges de certains projets ne sont toujours pas disponibles, ce qui ralentit le niveau des engagements des crédits en fonds de contrepartie.

IV. Situation de la contractualisation des projets

Tableau 3 : Situation de la passation des marchés

DAO attendus en commission	13
DAO disponibles	10
DAO transmis en commission	10
AO lancés	09
Marchés attribués	02

Le processus de contractualisation connaît des retards, au regard du plan de passation des marchés qui indique que tous les marchés doivent être signés au plus tard le 30 Avril.

L'accord de gré à gré du projet de mise en place d'une plateforme numérique de suivi post formation des sortant du système de formation professionnel est encore attendu du MINMAP

V. Difficultés et recommandations

Comme principales difficultés, on note :

- les retards dans l'exécution des Crédits de Fonds de Contrepartie en raison de la non mobilisation desdits crédits ;
 - la faible remontée des informations sur l'exécution de certains projets
 - l'absence d'un cadre de concertation mensuelle.
- En vue d'assurer la bonne exécution de tous les projets au MINFOPRA, il serait judicieux de :
- accélérer les procédures de contractualisation ;
 - accélérer la mise à disposition des crédits de fonds de contrepartie ;
 - mettre en place un mécanisme qui permet une remontée régulière de l'information sur l'exécution du BIP

36-Ministère des Travaux Publics

I. Exécution du BIP 2018 au MINTP

Pour le compte de l'exercice budgétaire 2018, le MINTP a bénéficié d'une dotation de FCFA 319,863 milliards en Autorisation d'Engagement et FCFA 261,891 milliards en Crédits de Paiement.

Tableau 2 : Exécution du BIP 2018 au MINTP (en millions de FCFA)

	Dotation CP	Eng. CP	Liq. CP	% Eng. CP	%Liq. CP
FCPDR	22 000	19 000	19 000	86,36	86,36
FCPTD	9 800	0	0	0,0	0,0
Subventions	1 450	0	0	0,0	0,0
Autres RI	59 711	4 922	4 688	8,24	7,85
Total GC	92 961	23 922	23 688	25,73	25,48
DA	3 496	0	0	0,0	0,0
RT	14 134	27	27	0,19	0,19
Total CD	17 630	27	27	0,15	0,15
Ressources externes	151 300	0	0	0,0	0,0
Total MINTP	261 871	23 949	23 715	9,14	9,06

Au 31 mars 2018, la situation de l'exécution du BIP 2018 au MINTP présente les particularités suivantes :

- Le taux d'engagement du BIP global du MINTP est de **9,14%** contre **0,98%** au 28 février 2018 **(+8,16)** ;
- le taux d'engagement des ressources internes globales du BIP est de **21,66%** contre **2,32%** au 28 février 2018 **(+19,34)** ;
- le taux d'engagement des Fonds de Contrepartie en Dépenses Réelles est de 86,36% contre 0% au 28 février 2018 ;
- les taux d'engagement des subventions et des Fonds de Contrepartie en Taxes et Droits de Douane **sont nuls** ;
- le taux d'engagement des crédits à gestion centrale est de **25,73%** contre **2,76%** au 28 février 2018 **(+22,97)** ;
- le taux d'engagement des Crédits Délégués est de **0,19%**.

II. Faits marquants de l'exécution du BIP 2018

a. Mise en place/Tenue du cadre de concertation

Le MINTP a mis en place et tenu deux sessions du Cadre de concertation mensuelle pour la bonne exécution du BIP pour le compte de l'exercice 2018.

b. Situation de la contractualisation des projets du BIP

La situation de la préparation technique des DAO au MINTP est donnée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Situation de la passation des marchés programmés dans le BIP du MINTP

Nombre des projets recensés au MINTP	59
DAO attendus	40
DAO reçus	26
DAO transmis	26
AO lancés	10
Marchés attribués	01
Marchés signés et notifiés	00

Le nombre d'avis d'appel d'offres lancés passe de 04 à 10 entre février et mars 2018.

III. Difficultés rencontrées

Certaines difficultés entravent la bonne exécution du BIP 2018 du MINTP. Il s'agit notamment de :

- retard dans les procédures de contractualisation ;
- retard dans l'engagement des fonds de contrepartie en dépense réelle et des subventions d'investissement ;
- non-paiement des décomptes des travaux et des fonds de contrepartie des exercices antérieurs ;
- la difficulté à engager les crédits relatifs aux projets pluriannuels pour lesquels l'Autorisation d'Engagement est nulle ;
- la non-maitrise de la procédure actuelle d'exécution des subventions d'investissement.

Compte tenu de ces difficultés, il a été recommandé au MINTP de :

- accélérer les procédures de contractualisation ;
- accélérer le processus d'engagement des fonds de contrepartie en dépense réelle ;
- saisir le Ministre des Finances pour adresser le problème de paiement des décomptes et des fonds de contrepartie des exercices antérieurs ;
- saisir le MINEPAT en vue de la création de la tâche « Achat d'un groupe électrogène » dans le Journal des projets, afin de permettre le virement des crédits y relatifs de la tâche « Achat mobilier de bureaux pour les services déconcentrés ».

37-Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières

I. Exécution du BIP 2018 au MINDCAF

Pour le compte de l'exercice budgétaire 2018, le MINDCAF a bénéficié d'une dotation de FCFA 6,292 milliards en Autorisation d'Engagement et de FCFA 5,426 en Crédits de Paiement.

Tableau 2: Exécution du BIP 2018 au MINDCAF (en millions de FCFA)

	Dotation CP	Eng	%	Liq	%
FCPDR	376	376	100	376	100
FCPTD	50	50	100	50	100
Subventions	200	0	0,00	0	0,00
Autres RI	1 800	140	7,8	0	0,00
Total GC	2 426	566	51,9	0	0,00
Ressources Externes	3 000	0	0,00	0	0,00
Total MINDCAF	5 426	566	41,5	0	0,00

Au 31 mars 2018, le taux d'exécution physique des Autres Ressources Internes du BIP du MINDCAF est de 7,8% contre 4,3% au mois de février 2018.

Néanmoins, les fonds de contreparties sont engagés à 100%.

II. Faits marquants de l'exécution du BIP 2018

a. Mise en place/Tenue du cadre de concertation

Le MINDCAF a tenu la troisième session du cadre de concertation mensuelle pour la bonne exécution du BIP au cours du mois de mars.

b. Situation de la contractualisation des projets

La situation de la préparation technique des DAO au MINDCAF est donnée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Situation de la passation des marchés programmés dans le BIP du MINDCAF

Nombre des projets recensés au MINDCAF	23
DAO attendus	10
DAO reçus	06
DAO transmis	05
AO lancés	00
Marchés attribués	01
Marchés signés et notifiés	00

Pour le compte de l'exercice 2018, 23 projets ont été programmés dans le calendrier de passation des marchés du MINDCAF. Parmi ceux-ci, 10 DAO ont été transmis en commission de passation des marchés et 01 marché a été attribué.

La non-objection du MINFI pour l'exécution en régie de 05 projets reste attendue.

III. Projets ayant fait l'objet de demande de non objection du MINFI

Tableau 3 : Liste des projets ayant fait l'objet de demande de régie

Projet	Dotation CP	Observations
Maîtrise d'œuvre pour la densification du réseau géodésique	40 378 000	Non-objection du MINFI attendue
Etudes en vue du regroupement des services publics sur l'étendue du territoire national	32 000 000	
Maîtrise d'œuvre des travaux des lotissements domaniaux dans le Centre	16 310 000	
Restauration des archives	50 000 000	
TOTAL	138 688 000	

IV. Difficultés rencontrées et recommandations formulées

Les principales difficultés rencontrées dans la bonne exécution du BIP du MINDCAF sont notamment :

- la lenteur dans le traitement, au MINFI, de la demande de non-objection pour l'exécution en régie ;
- la non maîtrise par les responsables de programme des modalités d'élaboration des spécifications techniques ;
- le retard dans la contractualisation des projets.

Compte tenu de ces difficultés, il a été recommandé au MINDCAF de :

- diligenter la contractualisation des projets ;
- inviter les responsables du Projet PAMOCCA à transmettre de façon mensuelle, les informations sur l'exécution des financements extérieurs dudit projet.

38-Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain

I. Exécution du BIP 2018 au MINH DU

Pour le compte de l'exercice budgétaire 2018, le MINH DU a bénéficié d'une dotation budgétaire de FCFA 94,274 milliards en Autorisation d'Engagement et FCFA 80,117 milliards en Crédits de Paiement.

Tableau 2 : Exécution du BIP 2018 au MINH DU (en millions de FCFA)

	Dotations CP	Eng. CP	Liq. CP	% Eng. CP	%Liq. CP
FCPDR	3 232	3 232	2 431	75,24	75,24
FCPTD	900	0	0	0,0	0,0
Autres RI	25 928	11 863	10 090	45,75	41,90
Total GC	30 060	14 295	13 295	47,55	44,23
DA	860	0	0	0,0	0,0
RT	3 447	0	0	0,0	0,0
Total CD	4 307	0	0	0,0	0,0
Ressources externes	45 750	0	0	0,0	0,0
Total MINH DU	80 117	14 295	13 295	17,84	16,59

Au 31 mars 2018, la situation d'Exécution du BIP 2018 au MINH DU se présente ainsi qu'il suit :

- le taux d'engagement des ressources globales du BIP est de **17,84%** ;
- le taux d'engagement des crédits à gestion centrale du MINH DU est de **47,55%** contre **61,74%** en 2017 à la même période ;
- le taux d'engagement des Fonds de Contrepartie en Dépenses Réelles est de **75,24%** contre **23,52%** en 2017 à la même période ;
- les Fonds de Contrepartie en Taxes et Droits de Douanes ne sont pas encore engagés. Cette situation est la même que celle observée à la même période en 2017. Le taux d'engagement des autres ressources internes est de **45,75%** contre **31,17%** en 2017 à la même période.

II. Faits marquants de l'exécution du BIP 2018

a. Mise en place/Tenue du cadre de concertation

Le MINH DU a déjà tenu deux sessions du cadre de concertation mensuelle pour la bonne exécution du BIP au cours de l'exercice 2018.

b. Situation de la contractualisation des projets du BIP

La situation de la préparation technique des DAO au MINH DU est donnée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Situation de la passation des marchés programmés dans le BIP du MINH DU

Nombre des projets recensés au MINH DU	45
DAO attendus	20
DAO reçus	18
DAO transmis	18
AO lancés	14
Marchés attribués	10
Marchés signés et notifiés	00

Le nombre d'Appels d'offres lancés est passé de 13 à 14 entre février 2018 et mars 2018.

III. Difficultés rencontrées et recommandations formulées

Les principales difficultés rencontrées dans l'exécution du BIP 2018 au MINH DU sont :

- la difficulté à implémenter les engagements pour les crédits relatifs aux projets dont les AE sont nulles ;
- la difficulté à mettre à disposition les crédits relatifs à la bourse des étudiants camerounais de l'EAMAU ;
- la faible participation des responsables de projets aux sessions du Cadre de Concertation ;
- le retard dans l'engagement des Fonds de Contrepartie en Dépense Réelle.
- la réticence des prestataires à soumissionner aux Appels d'Offres lancés en raison du non-paiement des décomptes de certains travaux ;
- la non-transmission des rapports d'exécution mensuelle par certains responsables des projets à financement conjoint ;
- le retard dans la mise à disposition des fonds de contrepartie alloués au projet « Drainage pluvial de Douala » en 2014.

Compte tenu de ces difficultés, il a été recommandé au MINH DU de :

- assurer une transmission mensuelle des rapports d'exécution par les responsables de projets à financement conjoint ;
- saisir le MINFI pour la mise à jour de l'application PROBMIS en vue de l'engagement des crédits relatifs aux projets ayant des Autorisations d'Engagement nuls ;
- saisir le MINFI en vue de la mise à disposition des fonds de contrepartie du projet « Drainage pluvial de Douala ».

39-Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat

I. Situation d'exécution du BIP

Le taux d'engagement des crédits à Gestion Centrale est de 19,33% contre 52,45% à la même période en 2017. Le taux d'engagement des crédits du BIP par mode de gestion est résumé dans le tableau ci-après :

Tableau 2 : Le taux d'engagement des crédits du BIP par mode de gestion (en milliers de FCFA)

Mode de Gestion	Dot. AE	Dot. CP	% Eng
Gestion Central	2 585 572	2 585 572	19,33
Autres crédits à gestion centrale	1 595 949	1 595 949	00,00
Subventions	309 904	309 904	100,00
Crédit Délégué	1 244 147	1 244 147	2,01
Total MINMIDT	3 829 719	3 829 719	13,71

II. Situation de la passation des marchés

Tableau 3 : Situation de la passation

Projets recensés	18
DAO attendus	18
DAO reçus	18
AO lancés	12
Marchés attribués	07
marchés signés	04
Demande de gré à gré	02

La procédure de contractualisation connaît des retards, au regard du plan de passation des marchés qui indique que les tous les marchés doivent être signés au plus tard le 30 avril.

III. Principales difficultés rencontrées et propositions de solutions

La principale difficulté réside au niveau du retard observé dans la procédure de contractualisation des marchés. Il est par conséquent recommandé d'accélérer cette procédure.

40-Ministère de la Santé Publique

I. Présentation du BIP 2018 du MINSANTE

Le MINSANTE dispose pour le compte de l'exercice 2018, d'un Budget d'Investissement Public à gestion centrale de **FCFA 23 189 169** en Autorisation d'Engagement et de **FCFA 20 709 369** en crédit de paiement.

II. Situation d'exécution du BIP 2018 du MINSANTE

L'exécution dudit budget n'a toujours pas démarré au terme du premier trimestre 2018. Cette situation est presque identique à celle de l'année dernière à la même période (0,96%).

Tableau 1 : Présentation de l'exécution du BIP 2018 du MINEPIA (en milliers de FCFA) au 31 mars 2018

	Dot AE	Dot CP	ENG CP	% ENG CP
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	12 520	12 520	0	0
Fonds de Contrepartie en taxes et droits de douane	900 000	900 000	0	0
Subventions	1 789 584	1 789 584	0	0
Autres crédits à gestion centrale	7 279 100	4 799 300	0	0
Totaux crédits à gestion centrale	23 489 169	20 009 369	0	0

III. Situation de contractualisation des projets

Pour le compte de l'exercice 2018, le BIP du MINSANTE enregistre 24 marchés relevant de la compétence de la CPM et 4 marchés à compétence de la CCPM. Tous sont au stade de la requalification. Le tableau ci-après en résume la situation au 31 mars.

Tableau 2 : Situation de la passation des marchés

Indicateur	valeur
Nombre de DAO/Dossiers de consultation attendus	28
Nombre de DAO/Dossiers de consultation transmis en commission (CPM, CCPM)	08

Nombre de DAO/Dossiers de consultation examinés en commission (CPM, CCPM)	00
Nombre d'Appels d'Offres publiés	00
% lancement	0%

04 des 28 projets font l'objet d'Appel à Manifestation d'Intérêt. Il s'agit des projets (i) d'étude technico-financière en vue de l'extension de l'immeuble du MINSANTE (ii) d'études de faisabilité pour la construction de l'institut national de cancérologie (iii) d'études d'avant-projet détaillé, études d'impact d'environnement et sociales, d'études d'aménagement du site de MFOU (iv) Maitrise d'œuvre de construction de l'HD de mbangue (v) maitrise d'œuvre de la construction de l'HD de Garoua Boulai.

IV. Difficultés rencontrées dans l'exécution du BIP du MINSANTE et solutions envisagées

Difficultés

- ✓ Retard dans la phase de contractualisation du projet de construction de l'immeuble OMS (**FCFA 200 millions en CP**), du fait du non-paiement des prestations budgétisées au cours de l'exercice 2017 ;
- ✓ faible remontée des données sur l'exécution des crédits délégués et des ressources externes ;
- ✓ non engagement des crédits de subventions du fait de l'exigence du Contrôleur Financier spécialisé, d'afficher sur les décisions de mise à disposition, le montant de la taxe retenue à la source pour chaque tâche.

Mesures de solutions

- ✓ envisager la création d'une nouvelle tâche pour la prise en charge des arriérés relatifs aux travaux de construction de l'immeuble OMS exécutés et non payés, et accélérer la procédure de contractualisation de ce projet ;
- ✓ envisager, au sein du MINSANTE, une plateforme de remontée des données d'exécution des crédits délégués et des financements extérieurs ;
- ✓ envisager une concertation avec le MINFI, à l'effet de s'accorder sur le modèle d'élaboration des décisions de mises à disposition des subventions.

41-Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mars

Le taux d'engagement des crédits du BIP au 31 mars 2018 est nul. Ce taux est identique à celui enregistré à la même période l'année dernière.

Tableau I : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

	DOTATION, COURANTE		ENG. CP	% ENG. CP
	AE	CP		
Autres Crédits à gestion centrale	700 000	700 000	0	0
Total MINTSS	700 000	700 000	0	0

II. Situation de la contractualisation des projets

La situation de contractualisation accuse des retards. Les détails sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : situation de la passation des marchés

Nombre de projets recensés	06
DAO attendus en commission	06
DAO disponibles	05
DAO transmis en commission	05
AO lancés	02
Marchés attribués	00

Le dernier DAO relatif au projet d'Aménagement d'une salle serveur à l'observatoire National du Travail (FCFA 15 000 000) est en cours de finalisation.

III. Difficultés rencontrées et recommandations

La principale difficulté relevée au MINTSS est le retard dans le processus de contractualisation des projets.

Par ailleurs, la décision de mise en place du cadre de concertation mensuelle pour la bonne exécution du BIP n'est pas encore signée.

42- Ministère des Affaires Sociales

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mars

Avec une dotation de FCFA 1,86 milliards en CP, le taux d'engagement du BIP à gestion centrale est de 8,12% au 31 mars 2018, contre 0% à la même période de l'année dernière.

Tableau 1 : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

Mode de gestion	DOT. COURANTE		%ENG. CP	%LIQ	%ORD
	AE	CP			
Ressources internes	1 901 002	1 460 002	6,27	6,27	6,27
Gestion centrale	1 519 500	1 108 500	8,12	8,12	8,12
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	110 000	110 000	81,82	81,82	81,82
Fonds de Contrepartie en taxes et droits de douane	100 000	100 000	-	-	-
Subventions	200 000	200 000	-	-	-
Autres crédits à gestion centrale	1 109 500	698 500	-	-	-
Crédits délégués	381 502	351 502	0,43	0,43	0,43
Ressources externes	400 000	400 000	-	-	-
MINAS	2 301 002	1 860 002	4,92	4,92	4,92

II. Situation de l'exécution des crédits en subventions

Les crédits en subvention ne sont pas engagés en raison des retards dans la transmission du cahier de charges par le responsable de la structure.

Le projet de décision de mandatement est en cours de traitement au Contrôle Financier.

Tableau 2 : Projets bénéficiant des subventions et rencontrant des difficultés (en milliers de FCFA)

	DOTATION COURANTE	
	AE	CP
Subvention contrat plan Etat/CNRPH	200 000	200 000
TOTAL MINAS	200 000	200 000

III. Situation de l'exécution des projets à financement conjoint

Pour le projet UNICEF, la procédure d'ouverture du compte trésor auprès de la CAA est engagée. Aussi, l'actualisation de la convention MINAS-UNICEF est en cours.

Tableau 3 : Projets à financement conjoint rencontrant des difficultés (en milliers de FCFA)

	DOTATION COURANTE	
	AE	CP
Fonds de contrepartie taxes et droits de douanes du projet de construction du CRPH de Maroua	100 000	100 000

Fonds de contrepartie en dépenses réelles du projet de construction du CRPH de Maroua	90 000	90 000
Fonds de contrepartie en dépenses réelles du projet UNICEF	20 000	20 000
TOTAL MINAS	210 000	210 000

IV. Situation de la contractualisation des projets

Les procédures de contractualisation enregistrent quelques retards.

Tableau 4 : situation de la passation des marchés à gestion centrale

Nombre de projets recensés	03
DAO attendus en commission	03
DAO disponibles	03
DAO transmis en commission	03
AO lancés	03
Marchés attribués	02
Marchés signés	00

En outre, les projets suivants sont à exécuter dans le cadre de la convention signée avec le Génie Militaire. Le MINEPAT sera saisi pour le redéploiement de la dotation globale de FCFA 627 000 000. La réception des travaux budgétisés en 2017 est programmée au mois de mai.

Tableau 4 : Projets à exécuter dans le cadre de la convention (en milliers de FCFA)

	DOTATION COURANTE	
	AE	CP
Redynamisation de l'initiative à la formation professionnelle des mineurs par la mise en place des incubateurs ;	433 000	302 000
Réhabilitation du Centre de Spécialisation des personnels en rééducation (Centre d'Application)	380 000	160 000
Renforcement des équipements et infrastructures communes et modernisation des équipements	225 000	225 000
TOTAL MINAS	1 038 000	627 000

V. Difficultés rencontrées et recommandations

Les principales difficultés rencontrées sont:

- retards dans la contractualisation des marchés ;
- non disponibilité d'un compte trésor pour le projet UNICEF ;
- non actualisation de la convention MINAS-UNICEF ;
- retards dans la sollicitation de l'accord de déblocage.

Les principales recommandations formulées sont:

- accélérer les procédures de contractualisation ;
- accélérer la procédure de création du compte trésor pour le projet UNICEF.

Par ailleurs, la tenue des sessions du cadre de concertation mensuelle pour la bonne exécution du BIP est effective.

43-Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille

I. Situation globale de l'exécution du BIP à gestion centrale au 31 mars

Avec une dotation de FCFA 1,12 milliards en CP, le taux d'engagement du BIP à gestion centrale est de 5,47% au 31 mars 2018 contre 0% à la même période de l'année dernière.

Tableau 1 : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

Mode de gestion	DOT. COURANTE		%ENG. CP	%LIQ	%ORD
	AE	CP			
Ressources internes	1 025 000	1 025 000	2,44	2,44	2,44
Gestion centrale	457 000	457 000	5,47	5,47	5,47
Fonds de contrepartie en dépenses réelles					
Subventions	25 000	25 000	100,00	100,00	100,00
Crédits délégués	568 000	568 000	-	-	-
Ressources externes	100 000	100 000	-	-	-
MINPROFF	1 125 000	1 125 000	2,22	2,22	2,22

II. Situation de l'exécution des crédits en subventions

Les subventions aux femmes rurales sont habituellement engagées au mois d'octobre après la journée de la femme rurale. C'est à la suite des différentes descentes de Madame le Ministre durant cette période que sont désignées les associations bénéficiaires.

Tableau 2 : Projets bénéficiant des subventions et rencontrant des difficultés (en milliers de FCFA)

	DOTATION COURANTE	
	AE	CP
AO lancés		05
Marchés attribués		00

Concernant les marchés ci-dessous, les Services du Premier Ministre ont été saisis pour l'accord préalable :

- Acquisition d'un véhicule 4X4 pour le pool des missions des responsables sur le terrain, Lot 1 (FCFA 37 millions)
- Acquisition d'un véhicule 4X4 pour les descentes du ministre sur le terrain, Lot 2 (FCFA 37 millions).
- le département ministériel ne dispose pas encore des Hauts Accords du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, pour l'acquisition des véhicules budgétisés à hauteur de FCFA 127 millions ;
- la dotation de FCFA 85 millions allouée à la prise en charge des travaux d'achèvement du bâtiment SS/R+3 (maîtrise d'œuvre et travaux) qui devait être mobilisée dès l'entame de l'exercice n'est toujours pas engagée.

Octroi des subventions aux femmes rurales	60 000	60 000
TOTAL MINPROFF	60 000	60 000

III. Situation de l'exécution des projets à financement conjoint

Les crédits en Fonds de contrepartie sont engagés. La décision d'engagement est conforme.

Tableau 3 : Projets à financement conjoint rencontrant des difficultés (en milliers de FCFA)

	DOTATION COURANTE	
	AE	CP
Fonds de contrepartie pour le projet d'accélération de la prévention des violences basées sur le genre	25 000	25 000
TOTAL MINPROFF	25 000	25 000

IV. Situation de la contractualisation des projets

Les procédures de contractualisation des marchés enregistrent quelques retards.

Tableau 4 : Situation de la passation des marchés

Nombre de projets recensés	07
DAO attendus en commission	06
DAO disponibles	05
DAO transmis en commission	05

Par ailleurs, la décision de mise en place du cadre de concertation mensuelle pour la bonne exécution du BIP n'est pas encore signée.

V. Difficultés rencontrées et recommandations

Les principales difficultés rencontrées sont :

- des retards dans le processus de contractualisation des marchés ;

La principale recommandation formulée est d'accélérer les procédures de contractualisation.

45-Ministère des Postes et Télécommunications

I. Exécution du BIP 2018 au MINPOSTEL

Pour le compte de l'exercice 2018, le MINPOSTEL a bénéficié d'une dotation globale de FCFA 41,702 milliards en Autorisation d'Engagement et en Crédits de Paiement.

	Dotations CP	Eng	%	Liq	%
FCPDR	702	0	0,00	0	0,00
FCPTD	7 500	0	0,00	0	0,00
Autres RI	407	0	0,00	0	0,00
Total GC	8 609	0	0,00	0	0,00
DA	93	0	0,00	0	0,00
TOTAL CD	93	0	0,00	0	0,00
Ressources externes	33 333	0	0,00	0	0,00
Total MINDCAF	41 702	0	0,00	0	0,00

Au 31 mars 2018, les taux d'exécution physique et financière du BIP du MINPOSTEL sont nuls.

II. Faits marquants de l'exécution du BIP 2018

a. Mise en place/Tenue du cadre de concertation

Le MINPOSTEL a tenu la troisième session du cadre de concertation mensuelle pour la bonne exécution du BIP au cours du mois de mars.

b. Situation de la contractualisation des projets

La situation de la préparation technique des DAO au MINPOSTEL est présentée dans le tableau ci-dessous :

Tableau I : Situation de la passation des marchés programmés dans le BIP du MINPOSTEL

Nombre des projets recensés	10
DAO attendus	09
DAO reçus	02
DAO transmis	05
AO lancés	02
Marchés attribués	00
Marchés signés et notifiés	00

Le nombre d'Appels d'Offres lancés est passé de 01 à 02 entre février et mars.

III. Difficultés rencontrées et recommandations formulées

Les principales difficultés relevées dans l'exécution du BIP 2018 au MINPOSTEL sont :

- le retard dans les procédures de contractualisation
- le retard dans l'engagement des Fonds de Contrepartie en Dépense Réelle
- le non-paiement des fonds de contrepartie 2017 du Projet E-Government ;
- la mauvaise budgétisation de la tâche « Achat mobilier de bureaux pour les services déconcentrés », dont les opérations sont de natures économiques différentes ;
- la difficile remontée des données d'exécution des projets à financement conjoint et des crédits délégués ;
- la budgétisation de FCFA 10 milliards en financements extérieurs du projet d'Extension du Backbone Phase III, clôturé en décembre 2017.

Compte tenu de ces difficultés, il a été recommandé au MINPOSTEL de :

Compte tenu de ces difficultés, il a été recommandé au MINPOSTEL de :

- accélérer les procédures de contractualisation ;
- accélérer le processus d'engagement des Fonds de Contrepartie en dépenses réelles ;
- saisir le Ministre des Finances pour adresser le problème de paiement des Fonds de Contrepartie des exercices antérieurs ;
- saisir le MINEPAT en vue de la création de la tâche « Achat d'un groupe électrogène » dans le Journal des Projets, afin de permettre le virement des crédits y relatifs de la tâche « Achat mobilier de bureaux pour les services déconcentrés » ;
- mettre en place un mécanisme de remontée des données d'exécution des projets à financement conjoint et des crédits délégués.

46-Ministère des Transports

I. Exécution du BIP 2018 au MINT

Pour le compte de l'exercice budgétaire 2018, le MINT a bénéficié d'une dotation budgétaire globale de FCFA 3,342 milliards en Autorisation d'Engagement et de FCFA 3,00 milliards en Crédits de Paiement.

Tableau 2 : Présentation du BIP 2018 au MINT (en millions de FCFA)

	Dotation AE	Dotation CP	Eng. CP	Liq.CP	% Eng. CP	% Liq.CP
FCPTD	1 000	1 000	0	0	0,00	0,00
Autres RI	349	249	0	0	0,00	0,00
Total GC	1 349	1 249	0	0	0,00	0,00
DA	992	751	0	0	0,00	0,00
Total CD	992	751	0	0	0,00	0,00
Total MINT	3 342	3 000	0	0	0,00	0,00

31 mars 2018, les taux d'exécution physique et financière du BIP du MINT sont nuls.

II. Faits marquants de l'exécution du BIP 2018

a. Mise en place/Tenue du cadre de concertation

La décision de mise en place du cadre de concertation mensuel a été signée. Mais les activités dudit cadre de concertation n'ont pas encore démarré.

b. Situation de la contractualisation des projets du BIP

La situation de la préparation technique des DAO au MINT est donnée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Situation de la passation des marchés programmés dans le BIP du MINT

Nombre des projets recensés au MINT	04
DAO attendus	04
DAO reçus	03
DAO transmis	02
AO lancés	00
Marchés attribués	00
Marchés signés et notifiés	00

III. Difficultés rencontrées et recommandations formulées

Les principales difficultés relevées dans l'exécution du BIP 2018 au MINT sont :

- le retard dans les procédures de contractualisation des projets
- les difficultés dans la remontée des informations sur l'exécution des projets à financement conjoint
- les difficultés dans l'exécution du projet de construction de la délégation régionale de l'Est (phase 2)
- le risque de non-consommation des crédits relatifs au projet de numérisation des archives et mise en place d'une banque de données moderne.
- La principale difficulté que connaît l'exécution du BIP au MINT est la faible remontée des informations sur l'exécution des projets à financement conjoint.

Compte tenu de ces difficultés, il a été recommandé au MINT de :

- assurer une transmission mensuelle des rapports d'exécution par les responsables de projets à financement conjoint ;
- accélérer la contractualisation des projets du BIP 2018.

50-Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mars

Le tableau ci-dessus illustre la situation de l'exécution du BIP au 31 mars 2018. L'engagement du BIP au 31 mars 2018 présente un taux nul en raison des retards observés dans la contractualisation.

Tableau 1 : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

MINFOPRA	DOTATION. COURANTE		ENG. CP	% ENG. CP
	AE	CP		
Autres Crédits à gestion centrale	530.000	530.000	0	0
Délégations automatiques	20.000	70.000	0	0
Total MINFOPRA	550.000	600.000	0	0

II. Situation d'exécution des crédits en subventions

Pour l'exercice budgétaire 2018, le mode d'exécution des projets alloués aux structures sous tutelle du MINFOPRA a été modifié. Ils n'ont pas été budgétisés en « 2873 : transfert aux EPA et organismes sous tutelle » et sont intégrés dans le BIP du MINFOPRA. Par conséquent, ces crédits ne peuvent pas faire l'objet d'un engagement sur une décision du MINFOPRA.

Les projets concernés sont :

- Travaux de réfection de l'Amphithéâtre de l'ENAM, d'une dotation de FCFA 50.000.000 (cinquante millions) ;

- Prise en charge des études relatives à la construction du nouveau campus de l'ISMP, d'une dotation de FCFA 50.000.000 (cinquante millions).

III. Situation de la contractualisation des projets

Les retards sont enregistrés dans les procédures de contractualisation des projets.

Tableau 2 : Situation de la passation des marchés

Nombre de projets recensés	06
DAO attendus en commission	06
DAO disponibles	06
DAO transmis en commission	06
AO lancés	05
Marchés attribués	03
Marchés signés	01

IV. Difficultés et recommandations

Les principales difficultés relevées sont :

- le retard dans la procédure de contractualisation ;
- la difficile exécution des projets des structures sous tutelle (ISMP et ENAM).

51-Elections Cameroon

I. Situation de l'exécution du BIP

Au titre de l'exercice 2018, l'enveloppe allouée au BIP de ELECTIONS CAMEROON est de **FCFA 700 000 000** en Autorisation d'Engagement et en Crédit de Paiement. Cette dotation est la même que celle de l'année dernière.

Au terme du premier trimestre de l'exercice 2018, les crédits du BIP n'ont pas encore été engagés.

II. Situation de la passation des marchés

Tableau 2 : Situation de la passation des marchés au 31 mars 2018

Indicateur	Valeur
Marchés relevant de la Commission Ministérielle	
Nombre de DAO attendus en Commission interne	04
Nombre de DAO transmis en Commission interne	00

Nombre de gré à gré obtenus du MINMAP	04
Nombre de marchés attribués par la Commission interne	04
Nombre de marchés signés et relevant de la Commission interne	00
Nombre de DAO attendus en Commission Centrale	08
Nombre de DAO transmis en Commission Centrale	00

III. Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées sont :

- l'absence de cadre de concertation pour le suivi de l'exécution du BIP ;
- la lenteur du paiement des décomptes pour les travaux exécutés au cours de l'exercice 2017.

52-Commission Nationale des Droits de L'Homme et des Libertés

I. Présentation du BIP 2018 de la CNDHL

Au titre de l'exercice 2018, l'enveloppe allouée au BIP de la Commission Nationale des Droits de l'homme et des Libertés est de **FCFA 240 000 000** en Autorisation d'Engagement et en Crédit de Paiement.

Au 31 mars 2018, les crédits du BIP n'ont pas encore été engagés.

II. Situation de la passation des marchés

Tableau 2 : Situation de la passation des marchés au 31 mars 2018

Indicateur	Valeur
Marchés relevant de la Commission Ministérielle	
Nombre de DAO attendus en Commission interne	00
Nombre de DAO transmis en Commission interne	00
Nombre de marchés attribués par la Commission interne	00
Nombre de marchés signés et relevant de la Commission interne	00
Nombre de DAO attendus en Commission Centrale	01
Nombre de DAO transmis en Commission Centrale	00

III. Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées sont :

- l'absence de cadre de concertation pour le suivi de l'exécution du BIP ;

La finalisation des études relatives à la construction de l'immeuble siège de la CNDHL

54-Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme

Au 31 mars 2018, aucun DAO n'est élaboré.

I. Présentation du BIP 2018 de la CNPBM

Au titre de l'exercice 2018, l'enveloppe allouée au BIP de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme est de **FCFA 700 000 000** en Autorisation d'Engagement et en Crédit de Paiement.

Au 31 mars 2018, les crédits du BIP n'ont pas encore été engagés.

II. Situation de la passation des marchés**III. Difficultés rencontrées**

Les principales difficultés rencontrées sont :

- l'absence de cadre de concertation pour le suivi de l'exécution du BIP ;
- l'inexistence d'une Commission interne de passation des marchés.